

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

IDF

# Contre les guerres de l'impérialisme



- **Trump et la guerre commerciale**
- **Course aux armements en Italie**
- **Nestlé en eaux troubles**
- **Michelin-Cholet, une lutte contre les licenciements**
- **La dette haïtienne de 1825**
- **Frantz Fanon**

## Au sommaire de ce numéro

De Gaza à l'Iran, les guerres impérialistes de Netanyahu	1
Trump, la guerre commerciale et l'économie américaine	4
La course aux armements en Italie	9
Nestlé, une multinationale en eaux troubles	16
Michelin-Cholet: retour sur une lutte contre les licenciements	22
Haïti et la dette extorquée par la France en 1825	29
Frantz Fanon, de la révolte au nationalisme	33

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 – BIC

PSSTFRPPPAR



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail:

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

## Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## De Gaza à l'Iran, les guerres impérialistes de Netanyahou

**En lançant, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, une campagne de bombardements contre l'Iran, le Premier ministre israélien Netanyahou a franchi une nouvelle étape dans l'escalade militaire au Moyen-Orient.**



À Téhéran, des secouristes s'affairent dans les décombres, après les bombardements israéliens du 14 juin.

L'objectif affiché de l'opération militaire baptisée Rising Lion (lion qui se dresse) serait d'empêcher l'Iran d'acquiescer à l'arme nucléaire, ce qui constituerait un « danger existentiel » pour l'État israélien. Dans l'allocution prononcée à la télévision israélienne, Netanyahou a déclaré : « Cette opération se poursuivra autant de jours qu'il sera nécessaire pour éliminer cette menace. »

Depuis le 13 juin, après avoir détruit les défenses anti-aériennes iraniennes, l'aviation israélienne dispose de la maîtrise du ciel et bombarde quotidiennement l'ensemble du pays. Des commandos du Mossad seraient intervenus sur le sol iranien. Des sites militaires et nucléaires, des centres du pouvoir, des infrastructures comme des dépôts de carburant,

ont été pris pour cible. Une partie des hauts dirigeants politiques et militaires iraniens, dont le chef d'état-major et celui des Gardiens de la révolution, milice qui constitue l'un des piliers du régime, des responsables du programme nucléaire, et même des scientifiques, ont été tués. Mais ces bombardements ont aussi frappé des immeubles, des zones résidentielles et ont fait en quelques jours plusieurs centaines de victimes civiles. Il faut ajouter que lancer des missiles de grande puissance contre des installations nucléaires est particulièrement « dangereux tant pour les populations que pour l'environnement », comme l'a dénoncé le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Comme à Gaza, au Liban, en Syrie et au Yémen, les dirigeants

israéliens pratiquent un terrorisme d'État à grande échelle avec un total mépris des populations, iraniennes comme israéliennes, car les missiles tirés par l'Iran en représailles ont fait plusieurs dizaines de morts parmi les Israéliens.

### LES CALCULS CYNIQUES DE NETANYAHOU

Tout au long de sa carrière politique, Netanyahou n'a cessé d'agiter la prétendue menace iranienne afin de se poser, vis-à-vis de son opinion publique, en défenseur de la sécurité d'Israël. Les mêmes calculs ont dû intervenir pour l'inciter à engager le conflit actuel.

Le Premier ministre israélien doit faire face, depuis plusieurs



Un homme transporte une fille blessée après une explosion dans le centre-ville de Téhéran, dimanche 15 juin 2025.

mois, à une opposition croissante à sa politique de guerre à outrance à Gaza s'exprimant lors de manifestations réunissant tous les samedis des milliers de personnes dans les principales villes israéliennes. Un nombre croissant de réservistes refusent de répondre à leur convocation et de rejoindre leur unité, jusqu'à 60 à 70 % selon des journalistes israéliens.

En déclenchant la guerre contre l'Iran, Netanyahu cherche certainement à créer un réflexe d'union nationale et à ressouder ainsi les rangs derrière lui. L'état d'urgence, déclaré dès le 13 juin, lui a permis d'interdire tous les rassemblements, d'appeler les Israéliens à se rendre aux abris et de mettre fin, au moins pour l'instant, à toute contestation. La population israélienne est ainsi engagée dans la guerre, qu'elle le veuille ou non.

Sur le plan extérieur, Netanyahu veut aussi forcer la main à Trump en l'obligeant à le soutenir, alors que ces dernières semaines le président américain avait exprimé son agacement à l'égard de la politique israélienne. En attaquant l'Iran, considérablement affaibli depuis le 7 octobre 2023 par les coups portés à ses alliés régionaux, la décapitation du Hezbollah libanais, la chute du régime syrien de Bachar el-Assad, les bombardements contre les Houthis du Yémen, Netanyahu savait pouvoir compter sur le soutien des

États-Unis et de l'ensemble des puissances impérialistes.

Quel que soit le degré de participation des États-Unis dans la préparation et la mise en œuvre de cette offensive israélienne contre l'Iran, impossible sans leur aval explicite, Trump, qui a d'abord affirmé en avoir été simplement informé, s'en est ensuite réjoui, la jugeant « excellente ». Macron, quant à lui, s'est immédiatement aligné sur la position américaine, déclarant qu'Israël avait le droit de se défendre. Ce qui revenait en l'occurrence à lui reconnaître le droit d'attaquer l'Iran ! Les quelques gestes dérisoires de désapprobation de la politique de Netanyahu consistant à envisager une éventuelle reconnaissance d'un État palestinien ont été repoussés aux calendes grecques. Macron a même été jusqu'à affirmer qu'il était prêt à faire la guerre aux côtés d'Israël si c'était nécessaire. Le droit de se défendre n'est donc pas reconnu de la même façon à tous les États !

### LES OBJECTIFS DE L'IMPÉRIALISME FACE À L'IRAN

L'Iran a toujours nié vouloir acquérir l'arme atomique et a toujours affirmé que son programme nucléaire se limitait à des applications civiles. Il n'y a pas de raisons de croire sur parole les dirigeants iraniens.

Mais pas davantage les chefs des États occidentaux, États-Unis en tête, quand ils prétendent vouloir conserver le monopole de l'arme nucléaire dans un souci de sécurité des populations du monde. Les seuls à avoir utilisé cette arme à ce jour sont les États-Unis, en 1945 contre le Japon, causant ainsi la destruction des villes d'Hiroshima et Nagasaki et plus de 200 000 morts. Et ce sont eux qui osent se poser en garants du bon usage de l'arme atomique !

En réalité, les États-Unis cherchent exclusivement à garantir leur suprématie militaire. Seuls des pays alliés, comme Israël, le Pakistan et l'Inde, se sont vu reconnaître officiellement ce droit de disposer de cette technologie militaire, droit refusé par contre à un État que l'impérialisme ne contrôle pas et qui veut lui tenir tête.

Cette question du nucléaire permet aussi de justifier le maintien de sanctions économiques contre l'Iran et le fait d'exiger qu'il se soumette à un contrôle des grandes puissances, via l'AIEA, l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cette pression avait abouti en 2015, sous Obama, à la signature d'un accord que Trump avait dénoncé trois ans plus tard, après son arrivée au pouvoir. Après avoir adopté une attitude très dure, il avait repris langue avec les dirigeants iraniens à la veille de l'attaque israélienne et se disait déterminé à obtenir un nouvel accord.

Mais, tout en répétant qu'il n'était pas impliqué dans la décision de Netanyahu de déclencher une attaque contre l'Iran, Trump a immédiatement vu le parti qu'il pouvait en tirer. Il pouvait s'adresser aux dirigeants iraniens en déclarant : « *Signez un accord ou la guerre continuera* ». Israël joue en l'occurrence, au sens propre, le rôle de bras armé de l'impérialisme.

Reprenant la propagande israélienne, certains commentateurs prétendent que cette guerre peut permettre à la population de renverser la dictature des mollahs. C'est tout le contraire qui risque de se produire, la population devant subir les bombardements israéliens et



ENVOYÉ  
SPÉCIAL

ISRAËL : CES SOLDATS QUI REFUSENT LA GUERRE

Des réservistes qui refusent de répondre à leur convocation pour rejoindre leur unité manifestent devant la prison, où l'un d'eux est détenu. Sa mère témoigne en soutien. Reportage diffusé avant l'attaque contre l'Iran.

la répression que le régime peut renforcer en profitant de l'état de guerre. Et même si l'offensive militaire israélienne finissait par provoquer la chute du régime, la population iranienne ne pourra espérer aucune libération apportée par les bombes de l'impérialisme américain et de son allié israélien qui opprime et massacre les Palestiniens.

## OÙ CONDUIRA CETTE NOUVELLE ESCALADE ?

L'Iran a répliqué en tirant des salves de missiles que le système de défense israélien, dit Dôme de fer, n'est pas capable d'arrêter totalement. Le nombre de victimes augmente des deux côtés. Un engrenage est enclenché, qui peut amener l'armée israélienne à s'engager dans une guerre longue. Les puissances impérialistes sont impliquées dans ce conflit. Les États-Unis, l'Allemagne et la France apportent un soutien politique à Israël et lui fournissent des armes.

Les États impérialistes peuvent être impliqués plus encore et, en tout cas, ils y sont

prêts. Trump a averti l'Iran : « Si les États-Unis sont attaqués, ils emploieront toute la force de leur armée. » Une nouvelle escalade qui verrait les États-Unis en première ligne face à l'Iran est possible. Dans le passé, les troupes américaines ont été envoyées à plusieurs reprises défendre les intérêts impérialistes au Moyen-Orient, en 2001 en Afghanistan, en 2003 en Irak, en 2014 en Syrie. Ces interventions ont contribué à transformer ces pays en champs de ruines et à y répandre le chaos.

## UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA MARCHÉ À LA GUERRE DU MONDE IMPÉRIALISTE

La guerre d'Israël contre l'Iran s'inscrit dans une évolution plus générale à l'échelle du monde impérialiste qui est une véritable marche à la guerre. Les foyers de tension s'embrasent, les budgets militaires partent à la hausse et tous les chefs d'État déclarent qu'il faut se préparer à un conflit d'ampleur. Cette évolution prolonge les affrontements

économiques et la concurrence qui s'exacerbent du fait de l'aggravation de la crise du capitalisme.

Cette situation se rapproche de plus en plus de celle que connaissait le monde à la veille de la Deuxième Guerre mondiale et que Trotsky décrivait en ces termes, en 1938, dans le *Programme de transition* :

« Le tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect. Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Éthiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe centrale...), doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial. »

Trotsky concluait : « Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. »

Cette conclusion reste totalement d'actualité.

19 juin 2025



## Trump, la guerre commerciale et l'économie américaine

Nous traduisons ci-dessous un article du journal trotskyste *The Spark* (28 avril), intitulé «International economic questions» (Questions économiques internationales).

La guerre commerciale actuellement menée par Trump n'est pas propre à ce dernier. Les droits de douane se sont mis à augmenter partout dans

le monde à un rythme jamais vu depuis la Grande Dépression des années 1930. Quand Biden était président, il a reconduit tous les droits de douane hérités

du premier mandat de Trump, avant d'en ajouter de nouveaux. Quant aux Démocrates de gauche, comme Bernie Sanders, ils ont toujours accusé l'ALENA<sup>1</sup> de faire disparaître des emplois industriels. Aujourd'hui, tout ce que les Démocrates reprochent à Trump, c'est d'agir de manière chaotique, et d'imposer des droits de douane de manière trop indiscriminée.

D'après les politiciens et les grands médias, les droits de douane sont une réponse à l'effondrement de l'emploi manufacturier dans le pays, ce qu'ils appellent souvent désindustrialisation. Pour illustrer ce déclin, ils évaluent le pourcentage de l'emploi manufacturier relativement au reste de la population active, et analysent l'évolution de ce rapport dans le temps.

Cette approche est en réalité trompeuse. Elle ne montre pas que le nombre d'emplois baisse, ce que semble suggérer cet argument ; ni que la production industrielle décline dans le pays, ce que croient la plupart des gens aujourd'hui. Rien de tout cela n'est vrai.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la production a explosé. Par la suite, elle s'est accrue de manière assez constante, avec des chutes temporaires en période de récession. Ce fut le cas en 2008, lors de la Grande Récession, qui fut marquée par une chute significative. Ensuite, il y eut une reprise relative. Puis une nouvelle chute importante en



Le sénateur Bernie Sanders (au centre) réclame à Trump plus de dureté à l'égard des pays de l'ALENA (NAFTA), Canada et Mexique, au nom du «Achetez américain», au Capitole, le 13 décembre 2017.

1 Alliance de libre-échange nord-américaine, regroupant depuis 1994 le Canada, les États-Unis et le Mexique.

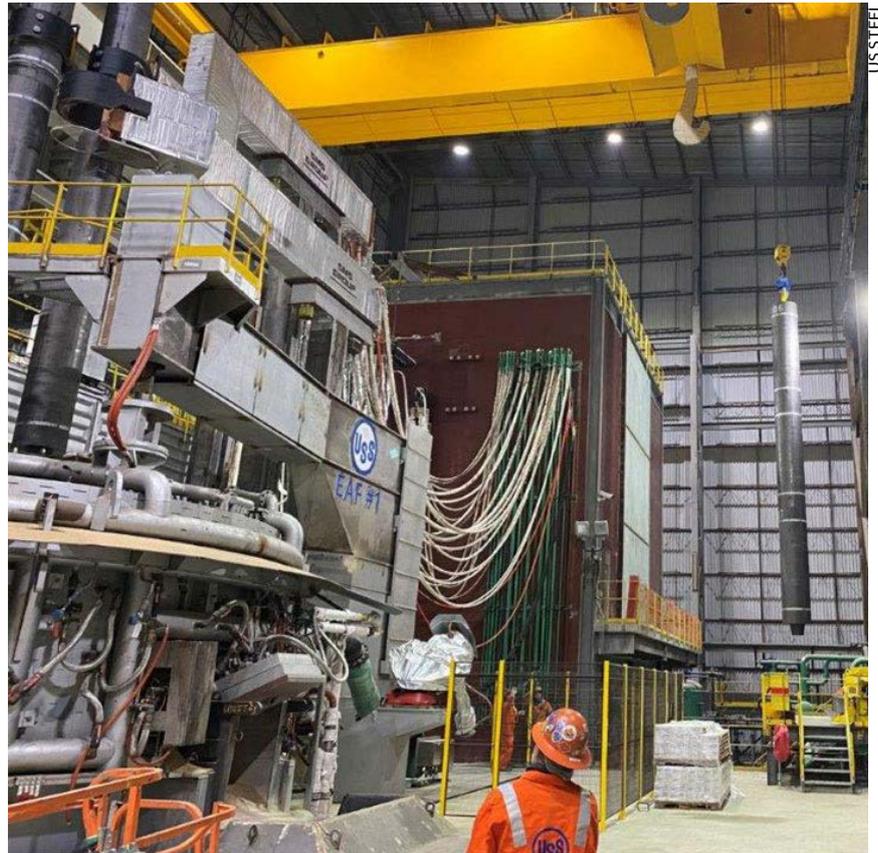
2020, en raison des fermetures d'entreprises provoquées par le Covid, suivie d'un retour au niveau précédent, voire d'un léger dépassement de celui-ci. Il n'y a pas eu de croissance significative de la production industrielle depuis 2008, signe incontestable d'une aggravation de la crise.

La production industrielle réelle est dix fois plus élevée aujourd'hui qu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (voir tableau ci-dessous). Elle est deux fois plus élevée qu'en 1980. Pendant toute cette période, on nous a raconté que la production était en chute libre, que les États-Unis étaient noyés sous les importations, qu'on ne fabriquait plus rien dans ce pays, que tout était fabriqué au Japon, en Chine, ou au Mexique ; or, la production industrielle réelle n'a pas cessé de croître.

**PRODUCTION EN HAUSSE, EMPLOIS EN BAISSÉ**

Nous n'essayons pas de dresser un tableau flatteur en disant cela. Il ne s'agit pas de dire que tout va pour le mieux, quand la situation est catastrophique. Elle l'est. Il y a bien eu une désindustrialisation à grande échelle. Des régions entières ont été saccagées. Mais la vraie raison en est le fonctionnement chaotique du capitalisme.

La majeure partie des suppressions d'emplois dans la sidérurgie est liée à des changements technologiques. Les grands complexes sidérurgiques ont été remplacés par des usines plus petites,



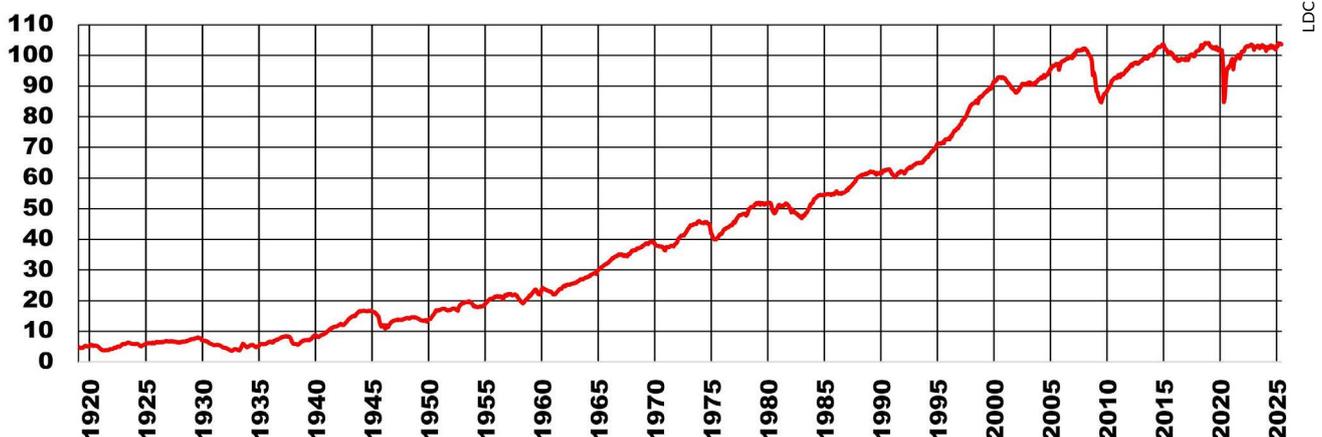
Four à arc électrique dans l'usine U.S. Steel à Fairfield, en Alabama.

qui fonctionnent avec des fours à arc électrique. Par la même occasion, des usines sidérurgiques ferment à un endroit, pendant que d'autres voient le jour ailleurs, et les neuf dixièmes des emplois sidérurgiques ont été supprimés.

Il y a très peu d'extraction de charbon. À la place, des machines géantes attaquent le sommet des montagnes, et d'autres machines géantes extraient d'immenses quantités de charbon dans des mines à ciel ouvert, détruisant ainsi la plupart des emplois de

mineurs.

Les trois fabricants automobiles de Détroit ont abandonné leur monopole sur le marché automobile américain afin de se concentrer sur les secteurs les plus rentables du marché. Ainsi, des voitures sont à présent produites par des fabricants automobiles contrôlés par des entreprises asiatiques ou européennes, mais dans d'autres régions du pays. Dans le même temps, les entreprises automobiles se sont mises à sous-traiter des tâches qu'elles assumaient



Ce graphique a été réalisé à partir des chiffres de la Réserve fédérale ; il mesure la production industrielle de tout le pays. La production est calculée en dollars, en tenant compte de l'inflation, et convertie en indice.

autrefois elles-mêmes, et ces sous-traitants opèrent parfois dans la même usine que les ouvriers du donneur d'ordres, mais pour des salaires et des conditions de travail bien inférieurs. En outre, le travail est effectué non plus dans un seul pays, mais partout dans le monde, avec une division du travail à l'échelle internationale. Les entreprises ne cessent de déplacer le travail et la main-d'œuvre, détruisant au passage des millions d'emplois.

On pourrait continuer la liste. Des industries anciennes meurent ou partent à l'étranger. Mais elles sont remplacées par d'autres. Il y a peut-être moins d'industrie légère, comme le textile, mais il y a davantage d'industrie de pointe, d'aéronautique, d'armement, de machines d'imagerie médicale, de machines-outils, etc.

Il y a une constante dans ce chaos : la croissance de la productivité. On accomplit davantage de travail mais avec moins d'ouvriers. Depuis 1945, la production par ouvrier a été multipliée par quatre ou cinq. En d'autres termes, un ouvrier produit aujourd'hui autant que cinq ouvriers en 1945.

### LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ N'ONT PAS BÉNÉFICIÉ AUX TRAVAILLEURS

Mais les travailleurs n'ont pas vu la couleur de ces gains de productivité.

Bien sûr, les conditions de vie se sont améliorées après la Deuxième Guerre mondiale, quand les patrons essayaient d'acheter la paix sociale, face à une classe ouvrière qui avait encore des traditions de grève et face à un gigantesque mouvement de la population noire, c'est-à-dire de la fraction la plus opprimée de la classe ouvrière. Mais cette amélioration fut temporaire. Elle coïncida avec une brève période après la Deuxième Guerre mondiale pendant laquelle l'économie continuait à croître pour compenser toutes les destructions occasionnées par la guerre. Mais tous ces gains ont été balayés dès le début de



Piquet de grève des grands magasins, lors de trois jours de grève générale à Oakland, en Californie, en 1946



Un chauffeur de DiDi, sorte d'Uber chinois, fournissant des emplois aussi précaires, à Guangzhou, dans le sud de la Chine.

la crise économique des années 1970.

Les capitalistes ont utilisé les gains de productivité contre les travailleurs, en imposant davantage de chômage, et de plus longue durée, ainsi que des conditions de travail dégradées. Des millions de travailleurs ont vu leur vie laminée, détruite, d'où une plus grande détresse sociale, une aggravation des plaies de la société, et une baisse de l'espérance de vie.

Cela n'est pas propre aux États-Unis. Le même processus se produit partout dans le

monde, même en Chine, pays célébré comme un champion de l'industrie et des exportations. Un article du *New York Times* du 17 avril 2025, portant sur le sort des ouvriers en Chine, rapporte : « Pour les ouvriers chinois, la sécurité financière n'a jamais été aussi inaccessible. » Par conséquent, une part croissante de la main-d'œuvre chinoise doit se tourner vers des emplois de type Uber pour survivre, telle la livraison de repas ou la conduite de voitures de transport (VTC). Selon l'article, cela représentait déjà 200 millions de personnes

en 2020, et ce nombre a explosé depuis.

Que les travailleurs vivent dans un pays qui importe ou qui exporte davantage, leur niveau de vie est toujours laminé par la classe capitaliste. Rien de cela n'est normal sur le plan humain. Mais c'est le fonctionnement normal du système capitaliste.

## L'ARMÉE DES CHÔMEURS

Voici comment Marx décrivait le sort des travailleurs, pris dans les reconfigurations incessantes de la production dans les années 1860 :

*« Les ouvriers rejetés d'un genre d'industrie peuvent certainement chercher de l'emploi dans un autre [...]. Encore leurs chances sont-elles des plus précaires.*

*En dehors de leur ancienne occupation, ces hommes, rabougris par la division du travail, ne sont bons qu'à peu de chose et ne trouvent accès que dans des emplois inférieurs, mal payés, et à cause de leur simplicité même, toujours surchargés de candidats.*

*De plus, chaque industrie [...] attire annuellement un nouveau courant d'hommes qui lui apporte le contingent nécessaire à suppléer les forces usées et à fournir l'excédent de forces que son développement régulier réclame. Du moment où la machine rejette du métier ou de la manufacture une partie des ouvriers jusque-là occupés, ce nouveau flot de réservistes industriels est détourné de sa destination et va peu à peu se*

*décharger dans d'autres industries, mais les premières victimes pâtitent et périssent pendant la période de transition. »<sup>2</sup>*

Ces lignes pourraient avoir été écrites pour décrire ce qui arrive aux travailleurs aujourd'hui. Il n'y a pas de trêve dans la guerre de classe que les capitalistes mènent à la classe ouvrière. Mais la grande différence réside dans le fait que, quand Marx écrivait, le développement du capitalisme accroissait les forces productives, posant ainsi les bases matérielles d'une société communiste, bien que d'une manière barbare. Ce qui se passe aujourd'hui est bien pire, car il y a longtemps que le système capitaliste ne joue plus son rôle positif, et sombre plutôt dans la barbarie.

Aujourd'hui, l'État et les médias prétendent à tort que les suppressions d'emplois, en particulier d'emplois industriels, sont dues aux mensonges et à la déloyauté des autres pays. C'est ainsi qu'ils justifient les hausses de leurs droits de douane et leur guerre commerciale. Ils veulent que les travailleurs oublient la guerre de classe, et soutiennent leur guerre économique. Ils veulent convaincre la population qu'il est dans son intérêt, non seulement de soutenir cette guerre, mais de faire des sacrifices, d'accepter des hausses de prix, plus de chômage, des conditions de vie dégradées, pour cette guerre.

Et à l'avenir, les capitalistes comptent sur le fait que les travailleurs donneront leur vie dans

une nouvelle guerre tout court. Autrement dit, ils veulent que les travailleurs se sacrifient pour les intérêts de leurs esclavagistes, de leurs bourreaux. C'est le fond de toute la propagande des médias, des politiciens, des économistes et des appareils syndicaux. Si les travailleurs l'acceptent, ils courent à leur propre perte, attachés à leurs capitalistes.

Le monde devient de plus en plus étroit pour eux. Les capacités productives sont trop grandes, des masses d'argent se disputent trop peu d'investissements productifs. Le conflit entre les groupes capitalistes devient plus menaçant et plus violent.

## LE CHEMIN QUI MÈNE À LA GUERRE PART DE L'ÉCONOMIE



**Caricature de la domination américaine pendant la Guerre froide.**

La course à la guerre n'est pas exactement identique à celles qui ont mené aux deux guerres mondiales. Ces guerres étaient menées entre des puissances impérialistes pour décider qui serait le chef. En 1918, les États-Unis étaient déjà l'impérialisme le plus puissant. Mais ils ne faisaient que commencer à imposer leur domination sur les autres puissances impérialistes. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ce processus était achevé. L'impérialisme américain s'était déjà imposé comme la superpuissance impériale prédominante et



**Des candidates lors d'un salon de l'emploi, fin août 2024, à Sunrise, en Floride.**

<sup>2</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Chapitre 15, « Machinisme et grande industrie », section VI, « Théorie de la compensation ».

incontestée.

Pendant toute une période, cette domination empêcha les conflits et la concurrence entre les différentes puissances impérialistes d'éclater au grand jour, bien que cette concurrence se soit souvent manifestée autrement, de façon indirecte, dans les pays pauvres, sous-développés. Cette période a été célébrée par les laudateurs du libéralisme comme une période de prétendue paix, bien qu'il n'y ait jamais eu de paix.

L'aggravation de ces conflits, dont beaucoup sont des guerres perpétuelles, comme les guerres au Moyen-Orient, l'augmentation du nombre de victimes et de réfugiés qui fuient ces guerres, témoignent de l'effondrement et de la pourriture de cet ordre impérialiste.

À présent, exacerbés par l'aggravation de la guerre commerciale, les conflits entre les États-Unis et les différentes puissances impérialistes, ainsi qu'avec la Russie et la Chine, se révèlent au grand jour, et les préparatifs guerriers s'accroissent à nouveau, ici comme ailleurs.

Nous ne savons pas à l'avance à quoi ressemblera cette guerre, comment les camps s'aligneront, ni à quelle vitesse et dans quelle

mesure la guerre se développera. Mais nous savons que le potentiel de destruction et de mort est bien plus élevé que jamais auparavant. Les rapides progrès des sciences et des technologies, dans les mains de la classe capitaliste, ne tendent qu'à produire des engins de mort et de destruction toujours plus horribles.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1914, au début de la première guerre impérialiste, Lénine écrivait : « L'impérialisme met en jeu le sort de la culture européenne. Après cette guerre, s'il ne se produit pas une série de révolutions, d'autres guerres suivront – le conte de fées de “la der des ders” est un conte creux et pernicieux... »<sup>3</sup>

En 1940, Trotsky écrivait : « Travailleurs, rappelez-vous cette prédiction ! La présente guerre – la deuxième guerre impérialiste – n'est pas un accident, et ne résulte pas de la volonté de tel ou tel dictateur. [...] Son origine dérive inexorablement des contradictions des intérêts capitalistes internationaux. Contrairement aux fables officielles destinées à droguer le peuple, la cause principale de la guerre comme des autres maux sociaux – le chômage, le coût élevé de la vie, le fascisme, l'oppression coloniale – est la propriété privée des moyens de production et

*l'État bourgeois qui repose sur ces fondements. »*

## LES TRAVAILLEURS PEUVENT PRENDRE LE CONTRÔLE

Mais Trotsky voyait aussi une issue à ce désastre : « Avec le niveau actuel de technique et de qualification des travailleurs, il est parfaitement possible de créer des conditions adéquates pour le développement matériel et spirituel de l'humanité tout entière. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur notre planète entière de façon juste, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. [...] Le pouvoir d'État et la domination de l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire. »

Cette perspective est encore plus précieuse aujourd'hui, à l'heure où le capitalisme condamne la majeure partie de l'humanité à une existence barbare.

28 avril 2025



**En modèle réduit, cette maquette reproduit la gamme des bombes « intelligentes » embarquées par un avion militaire américain.**

3 Cette citation et les suivantes sont tirées du *Manifeste de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale* de Léon Trotsky, dit *Manifeste d'alarme*, juin 1940, section 2 : « Lénine et l'impérialisme ».



## La course aux armements en Italie

Cet article est tiré d'une brochure publiée par nos camarades du groupe L'Internazionale (UCI), qui militent en Italie.

La course mondiale aux armements dure depuis au moins une décennie. La guerre en Ukraine, à laquelle s'ajoute aujourd'hui la politique étrangère de la nouvelle administration américaine, lui a donné un nouvel élan. Le monde ressemble de plus en plus à une énorme machine de guerre.

En 2024, selon un rapport de l'International Institute for Strategic Studies (Institut d'études stratégiques) de Londres, 2 460 milliards de dollars ont été consacrés aux dépenses militaires dans le monde. C'est 7,3 % de plus qu'en 2023, où les dépenses avaient déjà augmenté de 6,5 % par rapport à l'année précédente. L'Europe y a eu une bonne place avec un total de 493 milliards de dollars de dépenses. Des chiffres encore plus récents, rapportés par le rapport annuel du Sipri (Institut international de recherche sur la paix) de Stockholm, évaluent les

dépenses mondiales à 2 718 milliards de dollars.

Ce ne sont pas des statistiques à prendre à la légère. Indépendamment de l'aspect commercial, en effet, cet énorme volume de dépenses approuvées par tous les gouvernements signifie au minimum que la possibilité d'une guerre est une composante de la politique étrangère de chacun d'entre eux depuis longtemps.

### LES INTÉRÊTS DE L'IMPÉRIALISME ITALIEN

Le gouvernement italien est très impliqué dans cette course aux armements. Il est d'ailleurs rejoint par une bonne partie de l'opposition, ainsi que par les principaux journaux et leurs « faiseurs d'opinion ». L'Italie consacre 33 milliards par an aux dépenses militaires et prévoit

une forte augmentation de son budget militaire. « *Les dépenses de sécurité sont le prix de notre liberté* », a déclaré Giorgia Meloni lors du congrès du mini-parti Azione (action) de Carlo Calenda.

Loin d'une certaine vision caricaturale, l'appareil industriel et militaire de l'Italie la place au huitième rang des puissances économiques mondiales, tandis que son armée se classe dixième selon les instituts d'analyse militaire. Être huitième ou dixième sur 208 États, c'est avoir la taille d'un requin. Et, dans la lutte entre prédateurs pour le partage des marchés mondiaux et le contrôle des matières premières, les requins capitalistes italiens ne sont certainement pas parmi les plus petits ou au bas de la chaîne alimentaire.

Depuis un siècle, le capitalisme italien fait partie de l'impérialisme mondial. Ses institutions et la politique de ses dirigeants reflètent les intérêts et les objectifs d'une bourgeoisie qui s'appuie sur des industries de pointe et un appareil financier développé. Les gaspillages, la gabegie et les négligences qui caractérisent depuis toujours son administration publique – et qui se reflètent inévitablement dans ses forces armées – ne font pas de l'Italie un pays du tiers-monde, ni une sorte de Cendrillon des puissances mondiales. Il s'agit bien d'un impérialisme, au sens que Lénine donnait à ce terme, c'est-à-dire d'un capitalisme monopolistique à caractère financier, qui joue son rôle parmi les



Giorgia Meloni et le ministre de la Défense, Crosetto.



Ligne de montage final de l'Eurofighter Typhoon à l'usine Leonardo de Turin.

puissances qui se partagent le monde.

« Pour défendre nos valeurs, nous devons nous armer ». Le front du réarmement répète cette litanie en permanence et à toutes les sauces. Et ce sont les dirigeants politiques de centre gauche qui se font les plus ardents défenseurs d'une armée européenne bien équipée. Le parti d'extrême droite de Meloni, Fratelli d'Italia (Frères d'Italie), est un peu plus partagé quant au caractère « national » de la gestion de la défense et des dépenses militaires. Mais, au-delà de ces nuances, tous sont d'accord pour dire que face aux menaces de guerre, les circonstances pourraient imposer de sacrifier la vie de centaines de milliers de jeunes.

Parmi les impostures qui circulent actuellement, la plus en vogue est que l'Italie, voire même l'Union européenne, chercherait uniquement à « se défendre » contre d'éventuelles agressions. La politique de réarmement ne contribuerait donc pas à nous rapprocher de la guerre, mais ouvrirait à l'Italie et à l'Europe la voie vers des relations pacifiques avec le reste du monde, en étant simplement plus... protégées. Il s'agirait d'une politique « nationale » qui, bien sûr, nécessiterait peut-être au départ quelques sacrifices économiques, qui seraient cependant vite compensés par le développement de compétences technologiques et industrielles à l'impact positif pour toute la société, dans tous les pays européens. Même si, pour donner une idée des proportions

de ces « retombées positives », il convient de rappeler ce que Draghi relevait dans son rapport l'an dernier : 63 % des armements achetés ces dernières années par les pays de l'UE étaient américains et 15 % du reste provenaient de fournisseurs non européens.

Mais au-delà des mensonges, il y a surtout les conditions concrètes de développement de la production militaire. Il y a les besoins techniques et économiques de la production, qui signifient au moins deux choses : d'abord, la nécessité de s'assurer de grands volumes de production afin de rentabiliser au mieux les installations et de limiter les coûts unitaires des « produits », ensuite la nécessité de pouvoir s'approvisionner en matières premières. Ces exigences sortent du cadre limité de l'Union européenne et posent, bien qu'à une plus petite échelle, les mêmes problèmes que ceux auxquels Trump est confronté. La production à grande échelle implique l'exportation et les armes s'exportent là où la demande est la plus forte, c'est-à-dire là où des guerres sont en cours ou se préparent. En ce qui concerne les matières premières, en particulier les terres rares, indispensables aux composants électroniques, le gros de la production n'est pas en Europe et, là encore, les puissances européennes, dont l'Italie, sont confrontées aux mêmes problèmes que ceux que Trump essaie de résoudre en menaçant d'annexion ou de boycott l'Ukraine, le Canada, la Chine et d'autres...

Il n'y a pas de manière « propre » et « pacifique » de suivre la voie du réarmement. La défense peut à tout moment se transformer en agression et les pressions exercées par les grandes entreprises d'armement sur les gouvernements et les milieux dirigeants des pays clients impliquent naturellement l'exacerbation des crises en cours et leur multiplication. Les germes de nouvelles guerres sont donc déjà répandus par les « seules » activités de promotion commerciale des industries de guerre. Mais c'est surtout la politique étrangère de l'Italie, comme celle des autres puissances impérialistes, qui prépare de nouvelles occasions de conflit.

Prenons par exemple le concept de « Méditerranée élargie », adopté par les derniers gouvernements, leurs ministres de la Défense, leurs chefs d'état-major, etc. Dans les documents officiels, ce concept établit une « zone d'intérêt » italienne particulière et identifie une série d'États, y compris hors du pourtour méditerranéen, dont le positionnement sur l'échiquier des alliances internationales est considéré comme une condition préalable indispensable à la stabilité nationale italienne. On en déduit facilement que cela ouvre la possibilité d'interventions dans des régions et des pays qui ne sont même pas voisins de la Méditerranée, toujours au nom de la « défense » de « notre » stabilité, de « notre » économie ou de « nos » valeurs, etc. Le Cesmar (Centre d'études de géopolitique et de stratégie maritime italien) a publié un document consacré à la « Méditerranée élargie » dans lequel il indique : « De la définition géostratégique de la Méditerranée, on est passé à une conception plus large, qui prend en compte les interactions avec l'Europe, l'Asie et l'Afrique. La "profondeur stratégique", comprise comme la capacité d'avoir une influence au-delà des frontières maritimes est un élément-clé de la sécurité et de la prospérité de l'Italie. » Ce raisonnement peut aller très loin, ou plutôt rapprocher les prétextes et les occasions de faire la guerre. Ce document cite également un texte écrit en 1995 par un professeur de stratégie de l'Institut



**Manifestation contre la guerre sur le port de Gênes :  
« Contre la guerre de tous les impérialismes, unité de tous les travailleurs ».**

supérieur de formation de la marine de Livourne : « *La vision de nos intérêts nationaux doit aller au-delà des seuls besoins liés aux matières premières indispensables au maintien de l'économie et doit tenir compte de l'utilité de créer des zones d'influence à partir desquelles toute intervention en dehors de la Méditerranée peut être soutenue de manière adéquate en cas de crise. C'est pourquoi je crois souhaitable d'établir des relations très étroites, et, par étroites, j'entends des relations impliquant des investissements importants, même sans retours économiques, avec le Maroc et l'Égypte, qui possèdent "les clés des portes" de notre maison.* »

## ENRÔLER LES CERVEAUX ET LES CŒURS

La course aux armements s'accompagne d'une augmentation progressive des doses de propagande. On l'a vu dès le début de la guerre russo-ukrainienne, on le voit encore avec la guerre d'extermination menée par le gouvernement israélien contre la population de Gaza.

Dans le cas de l'Ukraine, selon une technique vieille de plus d'un siècle, les correspondants

de guerre présentent les choses suivant le même cliché. Toutes les horreurs et les dévastations sont commises par « l'ennemi », c'est-à-dire l'armée russe, tandis que l'armée ukrainienne ne fait que se défendre sans enfreindre aucune « loi de la guerre ». Les commentateurs se basent sur ces « témoignages » pour construire leurs éditoriaux argumentés ou leurs interventions sur les plateaux de télévision.

Quant à Gaza, malgré les dizaines de milliers de morts provoquées par l'intervention militaire israélienne, malgré la destruction des écoles, des hôpitaux et de presque tous les bâtiments, malgré la famine que subit la population suite au blocus de l'aide humanitaire, les dirigeants politiques et les journalistes aux ordres du gouvernement insistent sur le caractère « défensif » de l'action du gouvernement Netanyahu, à la suite du raid mené par le Hamas le 7 octobre 2023, qui fit 1 200 morts. Tout au plus se déclarent-ils « désolés » des pertes humaines et expriment-ils une vague contrariété devant les crimes israéliens. Mais, répètent-ils à chaque occasion, ils considèrent toujours Israël comme la seule « démocratie » du Moyen-Orient. À leurs yeux, cela vaut bien un génocide !

Une autrice belge d'origine italienne, Anne Morelli, a récemment réédité son ouvrage, *Principes élémentaires de propagande de guerre*, dans lequel elle présente, entre autres, un décalogue des astuces qu'un gouvernement doit utiliser pour enrôler la population. Son livre est basé sur un texte écrit en 1928 par un pacifiste travailliste britannique, Arthur Ponsonby, qui avait rassemblé toutes les supercheries, mystifications et semi-vérités utilisées par la propagande des gouvernements britannique, français, allemand et italien durant la Première Guerre mondiale. Dans son essai, Ponsonby donne un exemple concret de la troisième règle du décalogue : l'ennemi ressemble au diable, personnifie le « méchant ». L'empereur d'Allemagne de l'époque, Guillaume II, était un petit-fils de la britannique reine Victoria. Avant la guerre, il était donc considéré comme un gentleman et présenté comme tel à l'opinion publique britannique. Mais, dès le début de la guerre, il devint dans la presse anglaise « Guillaume le fou, l'aliéné ».

L'énumération des points du décalogue vaut le détour :

- Ce n'est pas nous qui voulons la guerre.
- Le camp ennemi est le seul



**Affiche fasciste dénonçant une prétendue «déportation d'enfants italiens en URSS».**

responsable de la guerre.

- L'ennemi ressemble au diable, au « méchant ».
- Nous nous battons pour une noble cause et non pour des intérêts égoïstes.
- L'ennemi provoque intentionnellement des atrocités ; il peut nous arriver d'être responsables d'accidents involontaires et regrettables.
- L'ennemi utilise des armes illégales.
- Les pertes de l'ennemi sont importantes, les nôtres sont très faibles.
- Notre cause est soutenue par les artistes et les intellectuels.
- Notre mission est sacrée.
- Quiconque remet en cause notre propagande est un traître.

Il est assez facile de retrouver l'application de ces règles dans les discours actuels des gouvernements en guerre ou soutenant l'un des belligérants.

Mais, en période de réarmement, le problème n'est pas seulement de construire un consensus autour de l'action d'un gouvernement soutenant un autre État en guerre. Ici, on a pu voir que les résultats sont médiocres, même si la quasi-totalité des journaux, des émissions d'information, des « intellectuels » et des politiciens répète cette propagande. Le vrai problème de l'État est de susciter une large confiance, une sympathie massive pour les forces armées nationales. À ce sujet, la propagande est plus calme, elle prend son temps pour préparer

le terrain à une éventuelle mobilisation de masse.

Contre qui précisément ? Nul ne le sait. Mais préparer la population à la « nécessité de la guerre » demeure impératif. Certaines étapes sur cette voie sont parlantes. C'est le cas par exemple de l'instauration du 4 novembre en Journée de l'unité nationale et des forces armées. Jusqu'en 1976, il s'agissait d'un jour férié commémorant l'armistice du 4 novembre 1918 avec

l'Autriche. Puis, avec la campagne d'austérité qui dénonçait les jours fériés comme autant de journées non travaillées ralentissant la production, il fut supprimé en même temps que d'autres, avec la complicité des syndicats. La loi de mars 2024, tout en se gardant de refaire du 4 novembre un jour férié pour les travailleurs, l'a donc érigé en une occasion de glorifier les « valeurs militaires » italiennes.

Sur le site du ministère de la Défense, on peut voir à quel point la vérité historique est manipulée pour construire un récit historique du niveau d'une bouillie facile à ingurgiter. Sur le 4 novembre, par exemple, rien n'explique que la première commémoration de cette date fut instituée en octobre 1922 par un décret royal pris en pleine ascension fasciste. Il n'est pas davantage fait mention du fait que, sous le fascisme, Mussolini mit à l'honneur cette date. Mais l'œuvre de propagande et de diffusion des « valeurs » militaires est faite de ce genre de banalisations. La Première Guerre mondiale elle-même est présentée sous le même jour, comme une sorte d'accomplissement du *Risorgimento*, la lutte pour l'unité italienne. Le



**La Guerra, affiche datée du 7 août 1914, Giuseppe Scarlatti (1873-1948).**



Le Village de la défense au Circo Massimo de Rome.

Pacte de Londres, qui attribuait au Royaume d'Italie la Dalmatie et la Libye, ainsi que la région houillère d'Adali en Turquie, n'est même pas mentionné. Peut-être qu'aux yeux du ministère de la Défense, ces territoires aussi servaient à « accomplir le Risorgimento »... Bien sûr, on ne peut pas attendre des plumitifs au service du gouvernement qu'ils écrivent que 600 000 personnes furent envoyées à la mort par le Royaume d'Italie pour engraisser industriels et banquiers, qu'elles furent victimes d'une guerre impérialiste, tout comme leurs frères autrichiens, allemands, français ou britanniques.

Il faut farcir les cerveaux de notions élémentaires, même fausses et c'est sur les sentiments et les émotions qu'il faut agir. Crosetto, le ministre de la Défense, s'y emploie consciencieusement. Quelques mois après l'entrée en fonction du gouvernement Meloni, un décret émanant de son ministère a institué un Comité pour le développement et la valorisation de la culture de la défense. Citons le ministre lui-même pour en décrire les tâches : « Nous vivons une époque de bouleversements rapides et la Défense se doit d'avoir une longueur d'avance, y compris du point de vue culturel et intellectuel. Des approches innovantes sont nécessaires pour continuer à garantir efficacement la sécurité de la nation et je suis convaincu qu'un dialogue structurel entre armée, université, industries du secteur de l'armement et médias, est un instrument essentiel pour

parvenir à cet objectif. » Le site internet du ministère de la Défense d'où sont tirées ces citations dresse une première liste des participants à ce nouveau comité. On y trouve des économistes comme Geminello Alvi, des écrivains comme Pietrangelo Buttafuoco, des journalistes comme Angelo Panebianco ou Gianni Riotta, et, comme il se doit, le directeur des relations publiques de Leonardo, l'entreprise d'armement italienne, Filippo Maria Grasso. Voilà une « mobilisation générale » d'intellectuels et de professionnels au service des forces armées parfaitement réussie !

Le mois de novembre 2024 s'est ouvert à Rome avec l'organisation au Circo Massimo du Village de la défense par le ministère du même nom. « Venez nous rendre visite, pouvait-on lire sur le site internet du ministère, il y aura des démonstrations, des simulateurs de vol, des épreuves d'entraînement militaire, des liaisons directes avec nos militaires en mission dans le monde entier, et bien d'autres choses encore. » C'est un pas de plus dans la propagande militaire à destination de larges masses.

Armer un pays consiste en effet d'abord et avant tout à faire de chacun de ses citoyens une arme, un élément d'un dispositif plus large qui l'englobe. Mais pour que l'ensemble fonctionne, il faut que chacune de ses pièces bouge sans produire de frictions, au moment et suivant les indications fixées

par les maîtres du dispositif. La fascination pour le monde militaire est un excellent lubrifiant. Reste à le mettre à l'épreuve des faits pour voir s'il fonctionnera en temps voulu.

Des officiers de tous ordres et grades des forces armées ont déjà pénétré les établissements scolaires. Fort heureusement, ils se heurtent souvent à la résistance des enseignants. Souvent, mais pas toujours. Ainsi, au début de l'année dernière, à Gioia del Colle, dans les Pouilles, des classes d'école primaire ont été invitées à participer à une sorte d'exercice militaire, avec levée des couleurs et port de gilets pare-balles. Un député écologiste membre d'AVS (Alliance Verts et gauche) a dénoncé cette sortie en déclarant : « C'est honteux, c'est une sorte de campagne d'enrôlement au cours de laquelle des brochures ont été distribuées sur les moyens de devenir soldat. »

Un Observatoire contre la militarisation des écoles recense les différents cas ; fondée en 2022, cette association est présente dans de nombreuses villes italiennes et envoie des avertissements aux écoles chaque fois que des militaires y sont présents pour y enseigner les vertus de l'armée. On peut lire sur son site internet : « Nous sommes inquiets face aux nombreuses demandes des forces armées, adressées à des directeurs d'école ou des rectorats, pour leur demander d'organiser des événements dans les établissements scolaires du primaire ou supérieur, des conférences ayant par exemple pour thème : "Comment s'engager dans les forces armées ?" Nous sommes inquiets de voir célébré l'héroïsme des militaires italiens lors de batailles comme El Alamein, que l'armée italienne a menée aux côtés des forces nazies. L'exaltation de l'héroïsme des militaires italiens se fait en effet en décontextualisant complètement ces récits de leurs situations historique et géographique, ce qui est parfaitement illustré par l'orientation donnée par le ministère de l'Éducation aux cours d'éducation civique. La diffusion d'une pensée partielle et acritique sur la guerre en général et sur ses causes nous inquiète vivement. »



Coloriage effectué par des élèves dans une école primaire de Sicile pour le 4 novembre, instituée Journée de l'unité nationale et des forces armées.

Les représentants du gouvernement, auxquels presque tous ceux de l'opposition emboîtent le pas, répètent que « nous devons être en mesure de nous défendre » et qu'il s'agit d'une « condition préalable » à toute politique étrangère et surtout à la défense de « nos valeurs et de nos institutions démocratiques ». Jusqu'à l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, tout le monde était d'accord, ou du moins faisait semblant d'être d'accord, pour dire que l'ennemi, le « méchant », était Poutine, de qui viendrait la prochaine agression sur le sol européen. Les choses ont un peu évolué depuis et on commence à nous expliquer que le danger peut venir de n'importe où, y compris de l'Amérique. Cette évolution se reflète dans le marécage d'idées

où s'agit une partie du milieu intellectuel et des journalistes.

Cela rappelle un peu ce que le philosophe libéral Benedetto Croce écrivait en 1907 : « Des profils psychologiques tout à fait différents apparaissent dans l'art, la philosophie, l'étude historique. Nous y voyons, non plus le vériste, le positiviste, ou le patriote, mais l'esthète, le mystique ou l'impérialiste. Ils travaillent tous à la même industrie, la grande industrie du vide... Que veulent-ils ? Qui peut le dire ? L'impérialisme veut entraîner l'Italie vers de grands destins ; il veut écraser la bête démocratique ; il veut conquérir, faire la guerre, canonner, verser des fleuves de sang. Mais si vous lui demandez contre qui et pourquoi, avec quels moyens et dans quel but il veut faire tant de bruit, le

voilà qui se déchaîne, le voilà qui tourne ses canons à propagande contre l'importun questionneur : il sent que ses objectifs de domination et de dévastation perdraient de leur grandeur et s'évanouiraient vite si l'on voulait les définir historiquement. »

Ces lignes décrivent la phase embryonnaire de construction d'une opinion favorable à la politique impérialiste du gouvernement. Il s'agissait en effet à l'époque de cercles restreints d'écrivains, de journalistes ou d'artistes, qui ont jeté les bases culturelles et idéologiques de mobilisations de masse (en réalité, et fort heureusement, très peu soutenues par la classe ouvrière) pour soutenir l'invasion de la Libye et, plus tard, l'intervention italienne dans la Première Guerre mondiale.

L'idéologie nationaliste que les Crosetto et compagnie cherchent à exhumer en la modernisant exprime d'abord le mécontentement de la bourgeoisie italienne, ou du moins de certains de ses secteurs. Derrière la formule « le réarmement est nécessaire à la défense de nos valeurs et modes de vie », on perçoit l'idée qu'il est nécessaire et vital de jouer un rôle plus important dans les relations internationales et de revendiquer plus de zones d'influence. Dans cette perspective, il peut être moins pertinent de tenter de diriger l'opinion contre un ennemi en particulier, la Russie en l'occurrence, car l'important est de gagner la population à l'idée qu'un réarmement national est nécessaire, qu'il s'agit d'une étape indispensable pour défendre la part nationale dans la division mondiale des marchés.

## EUX ET NOUS

Les guerres de notre époque sont presque toutes provoquées, directement ou indirectement, par les relations capitalistes qui caractérisent chaque pays et les relations entre eux. La course aux armements, comme nous l'avons vu, répond d'abord à la nécessité de chaque État de jouer un rôle dans une phase de mutation des rapports de force

CONCORSI-ESERCITO.IT



L'Autel de la patrie, à Rome, voit régulièrement passer des défilés militaires.

entre puissances. Mais, en retour, le réarmement a lui-même des effets sur l'économie. Les lobbies de l'industrie de guerre font pression sur les gouvernements et sur les états-majors pour en obtenir de plus en plus de commandes et, en temps de crise, la production d'armes à une échelle toujours plus grande apparaît comme la solution pour surmonter l'impasse de secteurs industriels comme, par exemple, celui de l'automobile.

Il faut ajouter que les secteurs militaires de haute technologie, comme la défense aérienne, les communications, le renseignement et les missiles, sont présentés par les producteurs d'armes comme des domaines

d'investissement pouvant offrir des débouchés immédiats dans la production civile, capables de faire progresser toute l'industrie. Plus d'armes, cela signifie plus d'industrie et plus d'industrie signifie plus d'emplois. C'est ainsi que se forme un étrange mélange d'idées, de suggestions et de convictions qui fusionne l'idée de « nécessité de se défendre » avec le dépassement de la crise économique, la progression de l'emploi et le progrès technologique.

Les gouvernements cherchent à impliquer les peuples dans la « défense de la nation » ou de « la patrie ». Nous tous, Italiens, nous tous, Français, nous tous, Allemands, etc.,

devons disposer des outils les plus adaptés à notre défense en cas d'attaque ennemie. Voilà ce qu'on nous raconte. Mais nous savons que les États et les armées sont d'abord et avant tout les organisations de la classe au pouvoir, c'est-à-dire de la grande bourgeoisie. Et nous savons que cette classe, si elle entre en guerre, le fait avec la peau d'autrui, la peau des travailleurs et des couches les plus pauvres de la population, appelées à défendre non pas la patrie ou la nation, mais les profits de cette même bourgeoisie ou le contrôle de régions entières qui permettront leur continuité.

Au bout du compte, alors que le danger d'une grande guerre se rapproche et s'élargit géographiquement, le problème qui se pose à l'humanité est le même que celui qui se posa d'abord dans la Russie tsariste de 1917, puis dans toute l'Europe : guerre ou révolution. Cela signifie : soit la poursuite d'un mécanisme qui, depuis, n'a cessé de produire des massacres, soit la destruction de ce mécanisme par la classe ouvrière, qui devra prendre la direction politique de la société.

15 juin 2025



## Nestlé, une multinationale en eaux troubles

**Depuis 2024, plusieurs reportages, suivis d'une commission d'enquête sénatoriale, ont révélé comment Nestlé a eu recours durant des années à des traitements interdits pour faire face à des problèmes de contamination de ses eaux en bouteille. Il a de plus bénéficié de nombreuses complicités jusqu'au plus haut niveau de l'État. Mais cette escroquerie, portée par une « stratégie délibérée de dissimulation », n'est que le dernier en date des scandales qui émaillent depuis des décennies l'histoire de cette multinationale tentaculaire de l'industrie agroalimentaire.**

### LA « PIEUVRE DE VEVEY »

Nestlé, dont le siège mondial est à Vevey, en Suisse, dispose de 337 usines, réparties dans 75 pays et employant 277 000 travailleurs, sans compter tous ceux dont le groupe exploite le travail pour la fourniture de ses matières premières, agricoles notamment. Nestlé dispose d'une galaxie de près de 2 000 produits (boissons, produits laitiers, biscuits, glaces, chocolats, alimentation animale, etc.), de centaines de marques parmi les plus connues et vendues sur l'ensemble des continents. Elle est notamment le leader pour les ventes de café soluble, 3 000 tasses de Nescafé étant par exemple consommées chaque seconde dans le monde, et des eaux minérales et de sources commercialisées en Europe, en Amérique et en Asie. Quoi d'autre bien souvent que des produits Nestlé dans les rayons des grandes surfaces ? L'alimentation d'une fraction considérable de l'humanité dépend de Nestlé et des quelques groupes, tels Unilever ou Danone, qui exercent une domination sans partage et prélèvent ainsi leur dîme quotidiennement.

Depuis la fin des années 1970, Nestlé s'est également lancé dans la recherche et le développement

de produits pharmaceutiques et cosmétiques. Alcon Laboratoires est le numéro un mondial des produits d'ophtalmologie. Un pacte d'actionnariat lie par ailleurs Nestlé depuis 1974 au groupe L'Oréal : 49 % du capital de la holding Gesparal fut longtemps dans ses mains, contre 51 % à la famille Bettencourt. Et c'est dans ce cadre que la société Galderma, spécialisée avant tout dans la production de produits dermatologiques, avait été créée en 1989 sous forme de joint-venture. Des liens ont également été

tissés au cours des années 1960 avec Exxon, le numéro un mondial des produits pétroliers, pour la recherche et la fabrication de protéines à partir du pétrole.

Avec un chiffre d'affaires de près de 100 milliards d'euros, supérieur au budget de la Confédération helvétique, dont 3 % seulement réalisés en Suisse, Nestlé est le numéro un mondial de l'agroalimentaire. C'est par ailleurs une entreprise des plus rentables, ayant dégagé ces six dernières années 77,68 milliards d'euros de bénéfices. Quant à



**Les nouilles instantanées Maggi, très populaires en Inde, avaient dû être retirées par Nestlé en 2015 car contaminées au plomb.**

ses actionnaires, grâce à un dividende qui augmente chaque année depuis près de trente ans, ils ont empoché la bagatelle de 192 milliards d'euros entre 2010 et aujourd'hui.

Autant dire que ce groupe dispose d'un poids financier et politique qui lui permet d'imposer ses produits, ses prix, ses méthodes de production à l'échelle même de la planète. Nestlé est emblématique en effet de la façon dont les plus grands groupes capitalistes ont mis la planète en coupe réglée, et en l'occurrence l'alimentation humaine, avec l'appui des États et des tribunaux. Certains évoquent à leur propos les « Big Food » par analogie avec la concentration et le pouvoir des « Big Pharma » dans le secteur pharmaceutique.

## HENRI NESTLÉ, OU COMMENT TRANSFORMER LA FARINE EN OR

La fin du 19<sup>e</sup> siècle vit l'essor des premières industries dans le domaine de l'agroalimentaire, ses usines d'abattage, dénoncées par Upton Sinclair dans son roman *La Jungle* (1906), ses conserveries, ses bateaux-usines, ses laiteries, ses biscuiteries. Dans un monde que les grandes puissances impérialistes s'étaient partagé, les ressources agricoles furent pillées pour alimenter ces nouvelles industries. Cet essor, permettant un changement d'échelle considérable de la production, fut accompagné et accéléré par celui des industries chimiques et la découverte de plusieurs procédés novateurs de conservation. C'est à cette période qu'émergent des groupes dont les noms perdurent jusqu'à ce jour, les Unilever, Maggi, Liebig, Heinz, Kellogg's, Lesieur et donc Nestlé.

Deux entreprises sont à l'origine de ce dernier. D'un côté, l'Anglo-Swiss Condensed Milk Co. en 1866, et sa première usine de lait condensé en 1866. De l'autre, celle d'Henri Nestlé qui, après avoir fait commerce de moutarde, de graines et de lampes à pétrole, et créé une



Dans l'une des premières usines Nestlé vers 1900.

fabrique d'engrais et de gaz liquide, avait développé l'année suivante une farine lactée présentée comme quasi miraculeuse pour la santé. Elles fusionneront en 1905 sous le nom Nestlé & Anglo-Swiss Condensed. À l'enjeu de la conservation de longue durée s'était ajouté, dans une période de très forte mortalité infantile, celui de fournir un produit de substitution destiné aux nourrissons. Dès 1873, 500 000 boîtes de farine lactée étaient écoulées depuis les usines du groupe en Grande-Bretagne, non seulement vers les principaux pays d'Europe, mais en Amérique, en Australie, en Argentine, au Mexique et aux Indes néerlandaises. L'étroitesse du marché suisse imposait une quête mondiale de débouchés commerciaux en même temps qu'elle assurait au groupe une relative protection dans un contexte de montée des nationalismes et du protectionnisme.

Les alternatives à l'allaitement étaient alors quasi inexistantes. Il était possible de recourir à un lait de provenance animale, mais le risque de contamination bactérienne restait grand, notamment dans les villes et les quartiers ouvriers où il était acheminé dans des conditions d'hygiène mal contrôlées. L'usage des nourrices restait dominant. Quant aux premières recherches sur la mise au point

d'un lait concentré sucré lors de la guerre de Sécession, que Henri Nestlé n'avait pas manqué d'observer, elles étaient avant tout destinées à nourrir les soldats.

Avec son nom et le symbole du nid (*Nestle* signifie « petit nid » en allemand), le fondateur de la dynastie Nestlé se vantait de fournir un produit de qualité constante et issu d'une rigoureuse recherche scientifique pour les nouveau-nés.

Mais si la farine lactée était une source inépuisable de profits, elle était loin de faire l'unanimité parmi les pédiatres et les nutritionnistes. Ainsi, une étude parue dans la revue médicale *The Lancet* en 1905 dénonça les conséquences néfastes des laits artificiels dont ceux de Nestlé, leur utilisation étant qualifiée d'« inutile, parfois dangereuse, et toujours onéreuse »<sup>1</sup>. Sans eau courante potable, non formées aux méthodes élémentaires de la stérilisation, les familles modestes diluaient souvent à l'excès le lait qu'elles donnaient à leurs enfants. La presse médicale désignait même comme « biberon du meurtre » les contenants les plus difficiles à nettoyer. C'est en des termes quasiment identiques que cette question se repose des décennies plus tard.

1 W. J. Howarth. « The influence of feeding on the mortality of infants », *The Lancet* 1905.

SYGMA



Janvier 1942, publicité Nestlé en France avec un message de soutien au maréchal Pétain : pendant les guerres, les affaires continuent !

## L'ASCENSION D'UN GÉANT DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Si le déclenchement de la première guerre impérialiste en 1914 entraîna une importante pénurie de matières premières, il offrit de nouvelles opportunités. Des usines de transformation aux États-Unis et en Australie furent acquises pour satisfaire les commandes des armées et, à la fin du conflit, Nestlé & Anglo-Swiss possédait déjà 40 sites de production. Un chiffre doublé quelques années plus tard, après l'entrée en guerre des États-Unis en 1917, puis avec la multiplication des sites de production dans plusieurs pays du tiers-monde, dont le Brésil, l'Afrique du Sud, la Turquie, l'Argentine et la Chine.

Jusqu'à aujourd'hui, les pays pauvres sont à la base d'une fraction très significative des profits. Parallèlement, une active politique de gestion des brevets et des marques à l'échelle mondiale, très tôt mise en place, permet toujours au groupe d'échapper à divers impôts ou d'en faire baisser les taux.

Cette politique d'internationalisation, couplée à une série de rachats d'entreprises ou de brevets et par le lancement du café soluble Nescafé en 1938, permit à Nestlé d'échapper en grande partie aux effets de la crise de 1929 et de l'effondrement des échanges internationaux. Grâce à son implantation mondiale, Nestlé sera de nouveau en mesure de vendre ses produits et de fournir avec profit les armées durant la Deuxième Guerre

mondiale. Dès 1936, un deuxième siège social, établi au Panama (Unilac), avec des bureaux à New York, protégea en effet les actifs de ses filiales dans les pays qui se préparaient à entrer en guerre, notamment en Autriche et en Allemagne, tout en se conciliant les bonnes grâces du gouvernement américain. Ce système lui donnait la possibilité de changer la nationalité de ses filiales en fonction de l'évolution des rapports de force, de façon à être, quoi qu'il arrive, dans le camp des vainqueurs. L'optimisation fiscale est une pratique ancienne pour les multinationales. Avalant les entreprises les unes après les autres, le groupe se retrouva dès 1959 au cinquième rang mondial du secteur de l'alimentaire, derrière Unilever et trois entreprises américaines. En 1947, elle absorba Alimentana (produits Maggi), puis, au fil des années, Cross & Blackwell en 1960, Finjus en 1962, et UrsinaFranck en 1971. Deux décennies plus tard, Nestlé faisait jeu égal avec le numéro un mondial. Son poids politique et ses profits croissaient d'autant plus que la population mondiale connaissait alors un développement rapide et un exode rural massif, élargissant mécaniquement le marché des industriels de l'alimentaire, notamment celui des aliments infantiles, en partie saturé dans les pays riches. Cette puissance permit aux multinationales comme Nestlé de maximiser leurs profits dans le tiers-monde, non seulement en raison des bas salaires qui y étaient pratiqués, mais aussi en sous-déclarant la valeur marchande de leurs matières premières et de leurs exportations, en manipulant la valeur des biens et services échangés entre leurs filiales et en pratiquant une corruption généralisée. Elles sont aussi pour beaucoup dans le ravage des milieux naturels.

## LE LAIT EN POUDRE : « SAUVEUR DE VIES » OU « TUEUR DE BÉBÉS » ?

Pour diffuser leurs produits, en particulier leur lait en poudre, Nestlé et ses concurrents, avec

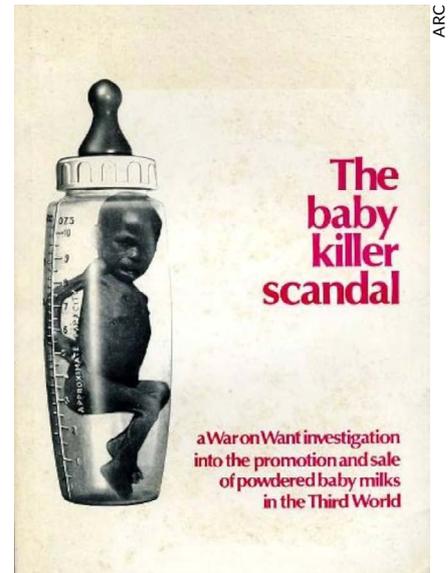
l'appui de leurs régimes dictatoriaux, inondèrent l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie de publicité par affiches et sur les ondes expliquant que les consommer rendait « *les hommes plus forts, les femmes plus joyeuses et les enfants plus intelligents.* » Nestlé déploya des milliers d'infirmières ou de sage-femmes diplômées. Rémunérées par ses soins, elles étaient chargées, avec l'apparence du sérieux scientifique et médical, de diffuser ses produits, de fournir des échantillons dans les maternités et de convaincre les mères de l'utilité des laits artificiels.

Le bilan de cette politique fut catastrophique et, au milieu des années 1970, le scandale éclata. À cette époque, 98 % des 15,5 millions de décès de nourrissons recensés dans le monde chaque année l'étaient dans les pays dits en voie de développement. Des études démontrèrent que nombre de ces morts étaient dues à la substitution du lait en poudre à de l'allaitement maternel. Son achat constituait d'abord une charge considérable. En 1971, le Groupe conseil protéines-calories des Nations unies avait ainsi calculé que le coût de l'alimentation d'un enfant âgé de six mois représentait jusqu'à la moitié du salaire minimal et même davantage dans des pays comme le Nigeria, l'Afghanistan ou le Pakistan. Pour diminuer ce coût, la poudre était donc diluée par ses utilisateurs, diminuant d'autant l'apport en calories. Les mêmes causes sociales produisant les mêmes effets dans les pays pauvres qu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans les pays riches, ce mode d'alimentation était devenu un vecteur de maladies mortelles dans les zones les plus pauvres.

En 1973, des militants britanniques du mouvement War on Want (Guerre à la misère) publièrent un pamphlet dénonçant ces pratiques commerciales et leurs conséquences. Des universitaires tiers-mondistes, du Groupe tiers-monde de Berne, le traduisirent en ajoutant le titre : *Nestlé tue les bébés.* S'estimant « *honteusement calomniée* », Nestlé leur intenta un

procès pour diffamation. Elle le gagna en 1976, au motif que seules les bactéries tuaient les nourrissons... tout en voyant, selon les termes du jugement, sa « *conduite immorale* » mise sur la place publique. Un boycott international très actif s'en suivit, lancé depuis les États-Unis sous la direction d'une organisation dénommée Infact (Coalition d'action pour les préparations pour nourrissons). Un des scientifiques engagés dans ce combat, le Dr Samuel Fomon, concluait en décembre 1978 : « *Une commercialisation abusive est l'équivalent d'un infanticide collectif* »<sup>2</sup>. Les dirigeants de Nestlé, témoignant devant une commission d'enquête sénatoriale aux États-Unis, prétendirent d'abord qu'il s'agissait d'un vaste « *complot international contre la libre entreprise* ». PDG de 1973 à 1982, Pierre Liotard-Vogt continua quant à lui de clamer : « *Nos produits d'alimentation infantile ont sauvé et sauvent la vie à des millions d'enfants...* » Mais cela ne convainquit pas et le boycott dura jusqu'en 1984, Nestlé s'étant engagée deux ans auparavant à respecter les recommandations de l'OMS en matière d'alimentation des nouveau-nés. Dans la réalité, les pratiques n'avaient guère changé et le boycott fut réactivé dès 1988. Il reste actif jusqu'à aujourd'hui au Royaume-Uni et en Irlande.

Pour résister à cette tempête, Nestlé avait déployé des contre-feux, sollicitant scientifiques, journalistes et intellectuels, dont René Dumont, qui avait alors l'image d'un militant écologiste radical, pour rédiger articles et rapports la dédouanant et montrer sa bonne volonté. Nestlé alla jusqu'à mettre sur pied un institut d'études sur les multinationales dont elle contrôlait les nominations. Avec des dizaines d'autres firmes, regroupées dans l'Association des producteurs d'aliments infantiles (Icifi), Nestlé exerça également d'intenses pressions au sein même de l'ONU, notamment à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Au sein de celle-ci fonctionnait un « *programme de coopération industrielle* » dont les industriels



**L'enquête Le scandale des tueurs de bébés sur la publicité et la vente du lait en poudre pour nourrissons dans les pays du tiers-monde.**

étaient de fait les donneurs d'ordre. C'est ainsi que trois ans après l'éclatement du scandale sur le lait en poudre « *tueur de bébés* », un expert concluait que la FAO, à travers ses programmes d'aide alimentaire, fonctionnait toujours comme un « *agent des multinationales* » dans les pays pauvres.

## UN EXPLOITEUR FÉROCE

La politique de Nestlé envers ses salariés et les travailleurs qui dépendent de ses activités reflète la brutalité de la domination impérialiste. Le groupe y combat toute tentative pour s'opposer à sa politique, n'hésitant pas à licencier massivement les travailleurs tentant de créer ou de s'affilier à un syndicat. Ce fut le cas en Colombie, où des dizaines d'employés de Nestlé, en général des militants du syndicat de l'agroalimentaire, furent assassinés, et aux Philippines dans une période récente. Propriétaire d'immenses fermes dans le nord et le centre du Brésil, Nestlé appuie ou encourage par ses discours les organisations et les milices qui assassinent impunément des militants. En Côte d'Ivoire et au Ghana, Nestlé a été accusée, avec d'autres, de s'approvisionner en cacao issu de

<sup>2</sup> Cité par Jean-Claude Buffle, *Dossier N... comme Nestlé. Multinationale et infanticide. Le lait, les bébés et... la mort*, Alain Moreau, 1986.

zones défrichées illégalement car situées dans des parcs nationaux et des forêts protégées, avec le recours au travail d'enfants. Une plainte la vise aussi pour des pratiques semblables dans des plantations d'huile de palme en Asie. Associée à Ferrero, Nestlé est accusée d'avoir exploité des réfugiés syriens exilés en Turquie dans des exploitations de noisetiers à raison de sept jours de travail par semaine, 12 heures par jour, payés 9 euros par jour. Enfin, le groupe a été obligé de reconnaître en 2015 que des navires de pêche œuvrant pour son compte avaient eu recours au travail forcé, ainsi qu'au trafic d'êtres humains.

Pour ne pas voir de nouveau ces informations se répandre dans les médias, Nestlé utilise tous les moyens à sa disposition. Ainsi, par l'intermédiaire du groupe Securitas, elle n'a pas hésité entre 2003 et 2008 à infiltrer et espionner la branche suisse de l'organisation Attac qui préparait un ouvrage sur la multinationale<sup>3</sup>.

Si les conditions de travail dans les usines du groupe situées dans les pays développés n'atteignent pas ce degré de barbarie, elles demeurent malgré tout parmi les plus dures, marquées au sceau du *lean management*, l'intensification des cadences et la chasse aux temps non consacrés à la production. Le témoignage récent de Yasmine Motarjemi, licenciée après avoir été placardisée, détaille les méthodes de Nestlé envers ses propres cadres et les scientifiques<sup>4</sup>. Dès que cette directrice monde de la sécurité des aliments pour le groupe Nestlé de 2000 à 2010 a commencé à s'intéresser de trop près à des problèmes mettant en cause la responsabilité du groupe, elle s'est vu progressivement interdire l'accès à certaines données, retirer des dossiers dont elle avait la charge et fut sommée de se taire. Jetée comme une malpropre, elle conclut : « *En vérité, pendant les dix années que j'ai passées chez Nestlé, aucune autorité sanitaire n'a jamais enquêté sur les incidents ou exprimé le moindre intérêt concernant*



**Travailleurs d'une usine Nestlé de Panjang, en Indonésie, engagés dans un bras de fer pour leurs salaires et leurs droits syndicaux en 2007-2009.**

*notre gestion de la sécurité des aliments ou le traitement infligé à ceux qui, en interne, remplissent cette mission.* »

Cette politique explique, conjointement avec l'investissement minimal dans les machines, leur entretien et le contrôle qualité, les multiples scandales sanitaires impliquant des produits Nestlé qui ont été révélés ces dernières années. Pour n'en citer que quelques-uns :

- en 2008-2010, 300 000 bébés sont intoxiqués en Chine par la mélamine contenue dans du lait commercialisé dix mois durant afin de le faire apparaître plus riche en protéines. Des lots impropres à la consommation, rachetés à bas prix, avaient, en outre, été maquillés en lots répondant aux normes sanitaires ;
- en 2013, malgré ses dénégations répétées, de la viande de cheval est découverte dans des plats préparés prétendument au bœuf vendus par de nombreux industriels, dont Nestlé. On parle alors de « horsegate », mettant au jour l'opacité de ce secteur et de la circulation de la viande à l'échelle européenne ;
- en 2015, Nestlé doit retirer toutes les nouilles instantanées Maggi commercialisées en Inde après des prélèvements ayant

révélé une teneur en plomb supérieure au niveau autorisé ;

- en 2019, Nestlé, qui réalise au Mexique 3 milliards de chiffre d'affaires, est dénoncée pour avoir fait pression sur le gouvernement afin qu'il renonce à un étiquetage des produits alimentaires dans le cadre d'une campagne contre l'obésité ;
- en 2022, après des cas d'intoxication grave par la bactérie *Escherichia coli* et la mort de deux enfants, et sous la pression de l'opinion publique, le groupe rappelle ses produits et ferme les deux lignes de production de l'usine de pizzas Buitoni de Caudry dans le nord de la France. Et ce après avoir prétendu, contre tous les témoignages des travailleurs, que les procédures de fabrication, leurs contrôles qualité, « *le respect des consignes de conservation, de préparation et de cuisson* » garantissaient l'hygiène et la sécurité alimentaire de ces produits.

## LE SCANDALE NESTLÉ WATERS

Au vu des scandales passés, du nombre de victimes et des conséquences de la domination du marché alimentaire mondial

<sup>3</sup> Attac contre l'empire Nestlé, Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyen-ne-s (Attac), 2004.

<sup>4</sup> Bernard Nicolas, Yasmine Motarjemi, *Ce que l'empire Nestlé vous cache*, Robert Laffont, 2025.

par Nestlé et quelques-uns de ses concurrents, la dernière en date des affaires éclaboussant le groupe pourrait presque paraître dérisoire. Mais elle n'est pas moins révélatrice de sa puissance et des liens que les multinationales ont tissés avec les plus hauts sommets de l'appareil d'État.

Nestlé Waters, la filiale spécialisée dans les eaux en bouteille du groupe suisse et numéro un mondial, propriétaire notamment des marques Hépar, Perrier, Vittel, Contrex, San Pellegrino, a ainsi été autorisée depuis 2022 à traiter les eaux de la source Perrier à Vergèze, dans le Gard, et celles de son site des Vosges, avec un système de microfiltration interdit par la législation. Cela a permis en premier lieu au groupe de continuer à bénéficier du label « eau minérale de source » et de la vendre 300 fois le prix de l'eau du robinet. Une fraude qui, sur la base des centaines de milliers de mètres cubes d'eau embouteillés, aurait rapporté au moins la modique somme de 595 millions d'euros en trois ans. Mais plusieurs interventions de l'État, au niveau de l'agence régionale de santé du Gard tout d'abord, du ministère de la Santé ensuite,

et enfin de la présidence de la République, ont concouru à faire disparaître des rapports officiels la mention même des traces relevées de pesticides, interdits pour certains depuis vingt ans, des PFAS, chlorates, perchlorates et des bactéries E.Coli et entérocoques intestinaux sur la période 2020-2023. Aucune poursuite judiciaire ne fut bien sûr engagée.

Rivalité politique oblige, le récent rapport de la commission sénatoriale d'enquête conclut que « la présidence de la République, loin d'être une forteresse inexpugnable à l'égard du lobbying de Nestlé », lui a, « au contraire, ouvert les portes de certains ministères ». Mais il en va ainsi et de longue date pour les grands donneurs d'ordre du patronat français ou international ! Le fait que Macron, alors associé-gérant chez Rothschild, ait lui-même servi d'intermédiaire en 2012 au rachat par Nestlé de la division de nutrition infantile de Pfizer pour le compte de cette banque – ce qui lui a rapporté un million d'euros – n'est peut-être pas étranger à ces services rendus... Le « Mozart de la finance » Macron et ses ministres ont été avant tout les exécutants d'un chef d'orchestre dont le siège demeure à Vevey.

En matière de sécurité alimentaire, ce sont les industriels qui sont eux-mêmes chargés de contrôler leurs installations et l'innocuité de leurs produits. Les agences gouvernementales sont sous leur pression, ainsi que les élus locaux de tout bord qui n'hésitent pas, au nom de la défense de l'emploi, à couvrir les fraudes et les manquements à la réglementation nationale, européenne ou internationale. Le secteur de l'industrie alimentaire, et en l'occurrence Nestlé, continue à fonctionner, à l'instar des industries de la chimie et, au-delà, de l'ensemble des firmes capitalistes, à l'abri du contrôle de leurs salariés ou d'associations ou d'organismes réellement indépendants. Le secret des affaires, les brevets, la défense contre la concurrence justifient depuis toujours la domination des actionnaires et de leurs impératifs de profit. Exproprier les industries du secteur de l'alimentaire devra être l'une des premières tâches de la future révolution prolétarienne car d'elles et des moyens formidables dont elles disposent dépend la satisfaction des besoins les plus élémentaires de l'humanité.

13 juin 2025



Colère des ouvriers lors de la fermeture de l'usine Buitoni de Caudry en 2023.



## Michelin-Cholet: retour sur une lutte contre les licenciements

Cet article est adapté de l'exposition présentée lors de la fête de Lutte ouvrière des 7-9 juin 2025 à Presles et de l'exposé introductif au forum d'entreprise du dimanche 8 juin.

Le 5 novembre 2024, la direction de Michelin annonçait sa décision de fermer courant 2025 les usines de Cholet et Vannes (respectivement 955 et 300 licenciements). Le 6 mars 2025, tous les syndicats sauf la CGT signaient un mal nommé Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) n'offrant aucune garantie aux futurs licenciés quant à leur avenir. Entre ces deux dates, des centaines de travailleurs se sont battus contre les licenciements et, à Cholet, la fraction la plus déterminée a constitué un comité de lutte. Nous revenons ici sur les temps forts de ce combat et sur ses enseignements.

### MICHELIN, EXPLOITEUR « BLEU BLANC ROUGE » ET MULTINATIONAL

Le groupe Michelin, fondé en 1889, se veut à la pointe des entreprises sur la « responsabilité sociale et environnementale ». Il a surtout une longue expérience de l'exploitation sans frein des travailleurs et de la nature, en France et à travers le monde. La fortune de la famille Michelin s'est édiflée sous l'aile de l'État français : ses commandes pendant la guerre de 1914 (masques à gaz, obus, avions...) firent exploser ses profits. La croissance

de l'entreprise fut également inséparable de l'expansion coloniale, puisqu'une bonne part du caoutchouc provenait de plantations d'hévéas exploitées en Indochine directement par Michelin<sup>1</sup>. Pour protéger leurs millions, les Michelin furent dans les années 1930 les principaux financeurs de la Cagoule, organisation fascisante violemment antiouvrière<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, les activités de Michelin sont plus globales que jamais : le trust compte plus de 60 usines sur trois continents, employant 130 000 salariés dont 19 000 en France. La famille Michelin reste un actionnaire central et la soixante-septième fortune du pays au classement du magazine *Challenges*. Sur un marché mondial très concurrentiel, Michelin a décidé au cours de la dernière décennie de produire moins et de vendre plus cher, d'où des fermetures d'usine en série : Ballymena en Irlande du Nord et Dundee en Ecosse (deux fois 900 emplois, en 2018 et 2020), puis de 2023 à 2025, Karlsruhe et Trèves en Allemagne (1 500 emplois) et Ardmore aux États-Unis (1 400 emplois).

En France, cela fait vingt ans que la saignée a commencé, avec la fermeture des usines de Poitiers en 2005 (suppression de 400 postes) et de Toul en 2009 (800 emplois), 700 licenciements

à Joué-lès-Tours en 2013, et la fermeture de l'usine de la Rochesur-Yon en 2020 (600 licenciements). Grâce à cette saignée, les actionnaires se sont habitués à des bénéfices net d'environ 2 milliards d'euros chaque année, dont la moitié empochés sous forme de dividendes. Reconnaisants, ils verseront en 2025 au PDG, Florent Menegaux, un salaire fixe de plus d'un million d'euros et autant en variable.

### APRÈS LE CHOC DE L'ANNONCE, LA RIPOSTE SE CHERCHE

Le 3 novembre dernier, les travailleurs de Cholet ont appris à la télévision, par la bouche du secrétaire du PCF Fabien Roussel, que leur usine, ouverte comme celle de Vannes en 1970 et spécialisée dans la fabrication de pneus de camionnettes (ateliers O) et de gomme (atelier Z), allait fermer. Sur ce site, où les deux tiers des 955 salariés étaient employés à la production et en équipes, les rumeurs allaient bon train depuis longtemps. Mais ce fut un coup de massue, tant pour les plus jeunes des embauchés, perturbés dans leurs projets familiaux, que pour les plus âgés, usés par des décennies d'horaires décalés. Le coup frappait aussi une

1 Éric Panthou et Tran Tu Binh, *Les Plantations Michelin au Viêt-Nam*, 2013, La Galipote.

2 Éric Panthou, « De l'opposition aux grèves au financement de la Cagoule : Michelin et le groupe d'autodéfense à Clermont-Ferrand, 1936-1937 ». *Quaderni del Circolo Rosselli (QCR)*, 2017, 2-3, pp.204-226.



5 novembre 2024 : dès l'annonce de la fermeture, une assemblée générale de travailleurs vote la grève.

cinquante d'intérimaires et autant de sous-traitants. Dans cette ville industrielle de 55 000 habitants, sous-préfecture du Maine-et-Loire, c'est toute la population qui était sonnée.

Le 5 novembre, dès l'annonce confirmée par la direction de Cholet, une assemblée générale (AG) de 350 travailleurs vota la grève. Car le « plan d'accompagnement », avec ses 35 000 euros brut d'indemnité supralégale de licenciement pour chaque travailleur, équivalait à un crachat au visage. Bien qu'en absence indemnisée jusqu'au lundi suivant, les travailleurs affirmaient par ce vote leur volonté de ne pas se laisser faire.

Le 5 novembre, la première action fut le blocage d'un carrefour puis de l'entrée de l'usine. C'est là, entre les tentes montées par les syndicats et un barnum prêté, en bon démagogue, par le maire d'extrême droite Gilles Bourdoux, que se sont dès lors retrouvés les travailleurs en lutte, autour d'un feu de pneus constamment entretenu. Le 8, une manifestation de 600 personnes, dont 300 salariés de Michelin-Cholet, défila dans la zone industrielle. Le riche ministre de l'Industrie Marc Ferracci, conpue, dut la quitter plus tôt que prévu, et le député macroniste de la circonscription, Denis Masségia, ne s'attarda pas non plus.

La direction espérait que tout rentrerait vite dans l'ordre, mais des dizaines de travailleurs

refusèrent de reprendre le travail. Au piquet de lutte se regroupèrent chaque jour et même chaque nuit tous ceux qui voulaient empêcher les camions de rentrer et sortir. La colère était grande, notamment chez les travailleurs ayant accepté une mutation à Cholet après une, voire deux ou trois fermetures d'usines au sein du groupe.

Dès le 5, des militants de Lutte ouvrière (LO) présents dans l'usine, ou y ayant travaillé et représentant LO à Cholet, ont défendu l'idée d'un comité élu par les travailleurs en lutte, syndiqués ou non, en vue de coordonner le combat. Depuis l'ouverture de l'usine Michelin de Cholet en 1970, le groupe Lutte ouvrière y publie un bulletin d'entreprise toutes les deux semaines. Du fait de cette longévité et du rôle ancien de ses militants dans la construction et l'animation de la CGT (malgré leur exclusion par les staliniens du PCF entre 1974 et 1998), ce groupe avait l'oreille de certains travailleurs et militants. Mais la proposition a d'abord fait chou blanc, la plupart des ouvriers mobilisés s'attendant à ce que les syndicats prennent en charge la riposte.

En fait, les travailleurs ont vite réalisé que l'intersyndicale CGT-CFDT-SUD ne tenait pas à s'appuyer sur eux : le 6 novembre, Solidaires convoquait une AG non au piquet mais à l'intérieur de l'usine, c'est-à-dire sous les yeux de la direction et de l'encadrement, afin de tuer le mouvement

dans l'œuf. Une autre prétendue AG, le 13, vota le déblocage de l'entrée de l'usine, en vain. Car ce vote ne reflétait pas la volonté des quelque 150 travailleurs – sur 600 ouvriers de production – qui se relayaient au piquet pour entraver la production et tenter de faire monter la pression sur Michelin.

### LE COMITÉ DE LUTTE, OUTIL INDISPENSABLE

La première élection d'un comité de lutte par une assemblée générale eut lieu le 18 novembre, 13 jours après l'annonce du PSE. En deux semaines, les besoins du mouvement avaient rendu cet outil incontournable aux yeux d'une centaine de travailleurs. Jusqu'alors, les initiatives n'avaient pas manqué, mais elles étaient souvent prises en désordre et il devenait manifeste qu'il manquait à la minorité en lutte une instance responsable devant elle pour coordonner l'action.

De plus, les travailleurs avaient pu constater, jour après jour, l'absence des responsables syndicaux au piquet, occupés en réunions avec la direction. Certes, un premier tract intersyndical avait déclaré : « *Pas question de se laisser jeter dehors comme des chiens ! [...] Pour riposter et défendre notre peau, il faudra que nous soyons nombreux, organisés, soudés.* »

Mais ces paroles restaient lettre morte. Ce refus des syndicats d'encourager les travailleurs à la lutte se confirma fin décembre, quand commencèrent les premières négociations sur le PSE au siège de Michelin : les seules occasions où les syndicats de Cholet réunirent les travailleurs furent des « grands-messes » lors desquelles, pour justifier leurs propres reculades, ils prétendaient que Michelin faisait des petits pas.

Le comité de lutte, au départ gros d'une dizaine de travailleurs, atteignit vite la vingtaine de membres. Élu par des assemblées dont les effectifs variaient de quelques dizaines à plus de cent, il fut rapidement aussi décrié par la direction, l'encadrement et les bureaucrates syndicaux que respecté par les travailleurs du piquet. Et pour cause : il était leur émanation et le comité, se réunissant à proximité du piquet, était ouvert à tous ceux qui avaient des actions à proposer, des problèmes à discuter.

Alors que la direction cherchait à creuser un fossé entre la minorité animatrice du piquet et la majorité présente dans les ateliers, le comité s'adressait à tous. À travers des tracts au moins hebdomadaires et rédigés collectivement, le noyau des plus motivés n'eut de cesse de proposer des actions susceptibles de rallier l'ensemble des travailleurs, qui se sentaient tous « dans la même



FRANCK DUBRAY/QUEST FRANCE

Le piquet de lutte devant l'entrée de l'usine.

galère ». Lorsque la direction fit le forcing pour faire passer un camion, l'opposition à cette opération ne vint pas seulement des 80 animateurs du piquet, mais aussi de 50 travailleurs des ateliers qui firent barrage avec eux.

### UN COMBAT À ORGANISER ET À POPULARISER

Le 19 novembre, lors d'une nouvelle tentative de faire passer un camion, la direction fit constater le blocage des entrées par une huissière. Sept travailleurs, syndiqués et non syndiqués,

délégués et travailleurs du rang, furent assignés au tribunal d'Angers. Pour les soutenir et dire non à l'intimidation, 70 travailleurs se déplacèrent le 22 novembre, arborant les badges et les drapeaux « comité de lutte » fabriqués entre-temps.

Les sept assignés profitèrent de leur mise en accusation pour soumettre à la direction, via un médiateur nommé par le juge, les revendications de l'AG. Au nom du comité, ils s'engagèrent à lever le blocage à plusieurs conditions : levée des menaces de sanction, négociations non à huis clos mais en public, non à



LDC

À la manifestation locale de Cholet, le 12 décembre, les travailleurs de Michelin en lutte, avec leur comité, rallient d'autres travailleurs de la ville.

LDC



30 janvier 2025 : devant l'usine Michelin de Vannes, une protestation commune qui fait du bien.

Clermont-Ferrand (où se situe le siège de Michelin, à 460 kilomètres de Cholet), mais à Nantes, entre Cholet et Vannes, en présence de membres du comité. La direction ne céda que sur les sanctions, mais ce recul fut ressenti comme une victoire, et comme le signe que le comité devenait incontournable.

Au-delà de l'autodéfense et des efforts pour rallier un maximum de salariés de l'usine, les travailleurs unis autour du comité ont aussi cherché à faire connaître leur combat en dehors du site, conscients que face à Michelin, ils avaient besoin de renforts. Ainsi, dès le 25 novembre, ils ont distribué un tract sur le marché expliquant que leur combat était celui de tous les travailleurs, et cette action les conforta dans l'idée que la population ouvrière était de leur côté.

Dans le même esprit, lors d'une manifestation appelée le 12 décembre à Cholet par la CGT, le comité, avec sa banderole jaune fluo et ses slogans combatifs, défendit la perspective d'une lutte commune à tous les salariés du groupe. Le 22 janvier, le comité prit la tête d'une manifestation en centre-ville, en vue de convaincre la population, choquée par la fermeture, de ne pas rester spectatrice. Tel fut aussi le sens des distributions de tracts aux commerces et aux péages, toujours bien accueillies. L'envie que la lutte ne reste pas confinée au parking de l'usine déboucha également, le 30 janvier, sur une visite au piquet de l'usine de

Vannes qui redonna le moral aux uns et aux autres.

### LE COMITÉ : UNE DIRECTION ALTERNATIVE ET AU RÔLE MOTEUR

Avec le recul, il faut bien constater que la protestation dans l'usine n'a jamais fait bouler de neige, hormis lors de l'exercice massif d'un droit de retrait fin février, à l'occasion de l'avant-dernière rencontre syndicats-direction : les assemblées ont alors atteint 200 participants. Mais si la lutte avait grossi, duré ou pris une tournure

explosive, l'existence même du comité aurait offert au mouvement une direction alternative à celle, démoralisante, de l'intersyndicale.

Syndiqués ou non, des travailleurs ont appris, à travers l'outil du comité, à s'organiser démocratiquement, à discuter entre eux des initiatives à prendre et à assurer ensemble leur exécution. Le comité fit par exemple voter le 6 décembre, par une assemblée générale de plus de cent travailleurs, l'objectif d'une indemnité supralégale de 120 000 euros et d'une prime de 2 500 euros par année d'ancienneté, alors que les syndicats se refusaient à avancer des chiffres. Leur prétexte : il ne fallait pas heurter la direction en présentant des demandes irraisonnables. L'intersyndicale n'osa chiffrer ses revendications que début janvier lors d'une rencontre avec la direction à Chambray-lès-Tours, sous la pression d'une délégation de 30 travailleurs de Cholet, et elle passa vite de 70 000 à 50 000 euros, sans même consulter les salariés de Cholet et Vannes.

Le 22 janvier dans l'après-midi, quand on apprit que Michelin n'acceptait d'augmenter l'indemnité de licenciement qu'à 40 000 euros, ce fut aussi grâce à des membres du comité et à leur tournée spontanée à travers les ateliers que l'usine se retrouva



22 janvier 2025, le comité en action : en réaction au surplace dans les « négociations » à Clermont-Ferrand, les ateliers débrayent les uns après les autres, paralysant l'usine.

paralysée pendant plusieurs jours. Des délégués syndicaux leur reprochèrent leur précipitation, mais la réussite de cette action improvisée prouvait que le comité était en prise avec les sentiments du plus grand nombre.

## POLITIQUE PATRONALE ET COMPLICITÉS SYNDICALES

Pour imposer les licenciements, Michelin reçut l'appui de l'État, sous des formes multiples : cordons de CRS devant le siège du groupe, assignations de travailleurs au tribunal, rejet d'un droit de retrait par l'inspection du travail, etc. Le soutien étatique s'est aussi traduit dans les discours des ministres qui ont repris à la lettre les paroles prononcées par le PDG devant le Sénat quant à la nécessité de licencier pour faire face à la concurrence étrangère. Et les parlementaires, après quelques déclarations prudemment critiques, n'ont évidemment pas envisagé un instant l'interdiction des licenciements. Ils n'ont même pas exigé le remboursement des dizaines de millions d'euros d'aides publiques versées au fil des ans à Michelin.

Michelin a aussi reçu le soutien, plus indirect mais non moins réel, des directions syndicales : attachées à leur rôle de partenaire social, prétendant que le salut passait par leurs « négociations » au siège du groupe, elles ont tout fait pour désamorcer la riposte ouvrière. Adeptes de la « co-construction », CGC, CFDT et SUD craignaient toute mobilisation qui aurait perturbé leur position d'avocats autoproclamés des salariés.

Quant à la CGT, malgré le radicalisme verbal de sa fédération de la chimie (la FNIC) et, en son sein, de la coordination Michelin, elle se méfiait elle aussi de l'intervention des travailleurs. La FNIC se veut plus « lutte de classe » que la confédération, et elle tolère voire fait siennes des prises de position radicales, du moment que c'est à froid. Le délégué syndical central du groupe Michelin, Romain Baciak, lança dès le 5 novembre un appel à la grève dans toutes les usines Michelin de France, avec d'autant moins

de risques d'être suivi que la CGT avait perdu de l'influence, et surtout que l'ambiance n'y était pas.

La FNIC prit certes l'initiative d'une manifestation le 13 novembre devant le siège de Michelin à Clermont-Ferrand. Mais les 130 salariés de Cholet et les 70 de Vannes qui firent le déplacement furent vite invités à repartir. Cela en laissa plus d'un sur sa faim et ne fut pas pour rien dans l'élection du comité quelques jours plus tard.

Aux yeux de la FNIC, se battre pour ce qu'elle appelait « le chèque » était une trahison : aux travailleurs qui revendiquaient une hausse des indemnités de licenciement, elle expliquait sans y croire elle-même que les emplois pouvaient être sauvés par la grâce d'un repreneur. Elle prônait aussi un retour en France de l'activité pneu camionnettes, quitte à priver d'emploi les ouvriers italiens, polonais ou thaïlandais – comme si la direction de Michelin avait besoin de conseils pour gérer ses affaires ! C'était mener les travailleurs dans une impasse, car remettre leur sort dans les mains d'on ne sait quel sauveur capitaliste, aurait été les désarmer. C'était aussi semer de dangereuses illusions nationalistes, en faisant croire aux salariés que leur avenir dépendrait de la « réindustrialisation » de la France, étendard qui est celui de l'ensemble du personnel politique de la bourgeoisie.

## LES BUREAUCRATES CONTRE LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Pour les ouvriers de Cholet, évidemment opposés à cette fermeture qui les privait d'emploi, il paraissait absurde – puisqu'empêcher la fermeture semblait hors de portée – de ne pas se battre pour « vendre leur peau le plus cher possible ». Ils se battaient pour leurs propres objectifs, sans attendre de directives, et c'est fondamentalement ce qui dérangeait les bureaucrates. La rupture entre les travailleurs en lutte et la FNIC fut consommée après la manifestation du 12 décembre à Cholet, lors de laquelle le mépris de dirigeants de l'appareil creva les yeux.

Même au niveau local, le syndicat CGT, pourtant démocratique et combatif, était en décalage par rapport à la mobilisation, et certains de ses militants, sous pression de la FNIC, se tinrent à distance du piquet et du comité. À l'exception d'un tract cosigné avec le comité fin novembre, la CGT ne s'adressa guère aux travailleurs, si ce n'est, une fois le PSE signé, pour inciter les futurs licenciés à choisir un même avocat pour contester leur licenciement devant les Prud'hommes...

Au niveau national, aucun syndicat n'accepta d'inviter des membres du comité aux

La fédération CGT de la Chimie défend « des industries chimiques fortes », autrement dit les parts de marché du patronat français.

négociations qui s'échelonnèrent du 17 décembre au 6 mars. Aucun n'en référa aux travailleurs en lutte pour définir les revendications, tant l'organisation des salaires par eux-mêmes leur donnait de l'urticaire. Le PSE fut finalement signé par 25 syndicalistes dont la plupart ne travaillaient ni à Cholet ni à Vannes, et dont une forte proportion appartenait à la CGC, même pas représentée dans les deux sites. C'est donc en faisant l'expérience directe de l'hostilité des directions syndicales envers leurs initiatives qu'une partie des travailleurs de l'usine, dont bien des syndiqués, comprirent qu'ils ne pourraient compter que sur eux-mêmes, et qu'il leur fallait forger leur propre direction.

### QU'A-T-IL MANQUÉ POUR GAGNER ?

Au terme d'une lutte de quatre mois, Michelin a lâché à peine plus que lors de la fermeture de l'usine de la Roche-sur-Yon cinq ans plus tôt : 40 000 euros de prime supralégale, 1 250 euros par année d'ancienneté. Le comité avait toujours expliqué que le calendrier des négociations était celui du patron, et que tant qu'il y avait des travailleurs en lutte, le combat pouvait continuer. Mais le déroulé des négociations, leur encadrement par la loi et leur légitimation par les organisations syndicales ont agi comme un rouleau compresseur. Pour beaucoup, la fin des négociations signifiait aussi la fin de la lutte, au point que la non-signature du PSE par la CGT du groupe se fit contre l'avis du syndicat local : le chantage au retour à la première proposition de Michelin en l'absence de signature, brandi aussi bien par la direction que par l'intersyndicale, a fonctionné.

Cependant, même dans un climat marqué par une combativité limitée, le comité fut un instrument utile, et pas seulement parce qu'il comblait le vide laissé par la défaillance volontaire des syndicats. Même si à Cholet telle ou telle équipe syndicale avait été indéfectiblement fidèle aux intérêts des travailleurs,



### LES PORTES VONT FERMER MAIS LE COMBAT CONTINUE

Après des mois de combats, l'accord de PSE a finalement été signé. Pour tous ceux qui se sont battus, il n'y a rien à regretter. On a fait tout ce qu'on a pu, et Michelin n'a pas pu se débarrasser de nous discrètement. Bien sûr les chiffres sont loin du compte, et Michelin a lâché le moins possible. Mais ça nous rappelle seulement face à quoi on s'est heurté : une multinationale milliardaire, épaulée par l'Etat, la justice et certains médias. Avec peu de moyens, mais beaucoup de détermination, on a su se faire entendre. Mais tout ça n'est pas fini, notre colère est toujours bien présente, et Michelin n'est pas tiré d'affaire.

**Tract du comité de lutte distribué le 10 avril 2025.**

l'organisation en comité aurait été vitale, car elle seule permettait d'associer toutes les bonnes volontés, au-delà des rangs des syndiqués.

Le comité a aussi offert un cadre pour réfléchir ensemble au bilan de cette mobilisation, dont tous sont fiers malgré l'échec à empêcher la fermeture. Les discussions ont permis de se forger une analyse commune du pourquoi de la défaite. Un constat s'est imposé : les combats menés contre des fermetures d'usine ces dernières décennies n'ont jamais gagné car menés dos au mur et trop isolés. En ce sens, la défaite à Cholet confirme la nécessité d'une extension des luttes. La minorité qui s'est mobilisée à Michelin-Cholet est bien consciente qu'elle n'a pas eu la force de frappe suffisante pour que soient organisées des visites en masse à d'autres usines de la localité ou du groupe, étapes obligées en vue d'une propagation du mouvement.

L'annonce concernant Cholet et Vannes est tombée à un moment où les vagues de licenciements se multipliaient et cela aurait pu constituer un atout pour généraliser ce combat local. Mais il aurait fallu pour cela qu'il soit plus fort au sein de l'usine voire du groupe.

Pour rompre l'isolement, le comité a envisagé un temps de proposer une manifestation commune à tous les futurs licenciés du pays, sans que cela dépasse le stade du projet. Certes, une addition de luttes défensives n'aurait pas suffi à produire une

offensive d'ensemble. Mais ni les travailleurs d'Auchan ni ceux de Valeo, par exemple, n'avaient engagé le combat. Surtout, en particulier à partir de la fin novembre, de la levée du blocage et du retour à la production même des plus motivés, la lutte à Cholet a marqué le pas : la moindre action, menée en dehors du temps de travail puisqu'il n'y avait pas grève, absorbait toute l'énergie.

### MALGRÉ SES LIMITES, UNE EXPÉRIENCE PRÉCIEUSE

Malgré la défaite, les travailleurs qui ont animé le comité sont fiers du chemin parcouru. Se structurer en comité leur a permis de garder le moral jusqu'au bout, de tisser des liens forts, de confiance et de solidarité : c'est ainsi qu'ils ont gardé la tête haute, et c'est déjà beaucoup. Ils ont prouvé aux travailleurs qui suivaient leur mouvement avec sympathie qu'il était possible de résister, même si cette résistance n'a pas fait tache d'huile. Surtout, au fil des événements, ils ont appris à identifier vrais ennemis et faux amis. Ils ont compris ensemble pourquoi Michelin n'a pas cédé : cela aurait été un encouragement à la lutte dans les usines où sont prévues de nouvelles saignées, et le patronat en général, dans un contexte d'instabilité économique grandissante, voulait à tout prix éviter un précédent démontrant que la lutte paye.

Ces travailleurs peuvent être fiers, aussi, de ne pas être



LDC

tombés dans le panneau de la propagande xénophobe du patronat et des médias, celle qui voudrait qu'ils s'identifient à la guerre de Michelin contre ses concurrents. Dès le départ, les ouvriers en lutte à Cholet ont rejeté les discours du PDG sur la concurrence chinoise qui obligerait à licencier, rétorquant qu'en prenant sur les dividendes des actionnaires, on pouvait maintenir emplois et salaires. Dans la grève qui oppose depuis le 30 mai 2025 au Sri Lanka 1 500 ouvriers à la direction de Michelin, ils savent quel est leur camp social.

Tel est aujourd'hui leur bagage commun, et cette expérience ne sera pas sans lendemain. Qu'ils retrouvent un emploi à Cholet ou ailleurs,

ceux qui ont fait vivre le comité ont bien des leçons à transmettre à leurs collègues et leurs proches. Dans l'attente de tourner la page Michelin, ils restent soudés, comme ils l'ont redit le 16 mai lors d'un « barbecue de la colère » et comme ils le rediront à chaque occasion possible, jusqu'à la fermeture de l'usine et après.

Au-delà des licenciements, c'est contre la guerre et l'embrigadement que les travailleurs auront à se dresser demain. De ce point de vue, toute expérience les aidant à prendre conscience de leurs capacités collectives – même à petite échelle comme à Michelin-Cholet – constitue un gage pour l'avenir.

Au quotidien, dans les entreprises comme dans toute la

société, les travailleurs sont censés obéir, à leur hiérarchie comme aux autorités. Cet étau ne se desserre que lorsqu'ils décident de se battre collectivement. Mais pour que ces combats aillent le plus loin possible, il faut qu'ils soient contrôlés de bout en bout par les travailleurs eux-mêmes.

C'est le rôle des militants communistes révolutionnaires que de proposer une telle politique, de proposer cette organisation en comité de lutte voire de grève, comme le font les travailleurs de l'usine Stellantis de Poissy en ce moment. Pour être un jour en mesure de diriger la société, les travailleurs ont d'abord à apprendre à diriger leurs propres luttes.

13 juin 2025



## Haiti et la dette extorquée par la France en 1825

**Nous reproduisons ci-dessous un exposé fait par nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti) à la Fête de Lutte ouvrière, à Presles les 7, 8 et 9 juin derniers.**

### LES ESCLAVES RÉVOLTÉS ARRACHENT LEUR LIBERTÉ ET L'INDÉPENDANCE D'HAÏTI

La « dette d'Haïti », c'est ainsi que les historiens ont nommé la rançon que le peuple haïtien a dû payer pendant deux siècles pour préserver une liberté acquise par la lutte et garder son indépendance nationale.

Pendant tout le 18<sup>e</sup> siècle, Haïti, alors appelée Saint-Domingue, fut au cœur du système colonial français. Arrachés à l'Afrique, 450 000 esclaves y cultivaient le sucre sous la coupe de 5 000 planteurs. Le fouet, les tortures, parfois la mort étaient le lot de ceux qui relevaient la tête. Dans ces bagnes étaient produits les trois quarts du sucre du monde, pour le plus grand profit de la bourgeoisie métropolitaine.

Jamais les esclaves n'avaient accepté leur sort. En août 1791, 100 000 esclaves se soulevèrent et commencèrent à mettre le feu aux plantations. Le représentant de l'Assemblée nationale, Sonthonax, envoyé pour rétablir l'ordre, n'eut d'autre choix que de proclamer le 29 août 1793 l'abolition de l'esclavage dans la partie nord d'Haïti, celle qui était sous son autorité alors que les troupes britanniques et espagnoles avaient envahi la colonie. C'était alors en France le point culminant de la révolution et l'abolition de l'esclavage fut ratifiée dans l'enthousiasme et étendue à toutes les colonies françaises par la Convention le 4 février 1794. Les esclaves se rendirent maîtres du

pays sous la direction de leur général, Toussaint Louverture.

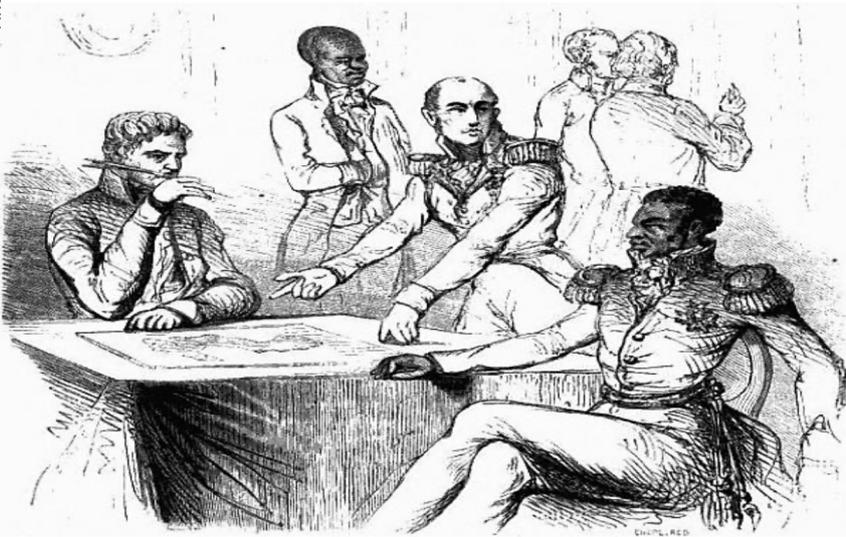
Leur victoire fut scellée par la capitulation de l'armée envoyée

par Napoléon en décembre 1803 et l'indépendance d'Haïti fut signée par Dessalines le 1<sup>er</sup> janvier 1804.



**Les insurgés brûlent les « habitations » des propriétaires esclavagistes de la plaine du Cap Français, en août 1791. Gravure de 1795.**

ARC



**Au premier plan, assis, le président haïtien Jean-Pierre Boyer, fier de l'indépendance arrachée, se voit imposer par les émissaires du roi de France le paiement de 150 millions de francs or (8-11 juillet 1825).**

## UNE RANÇON IMPOSÉE PAR UN ACTE DE PIRATERIE

La bourgeoisie française refusait sa défaite, les planteurs espéraient revenir pour reprendre l'exploitation lucrative de la canne à sucre et des esclaves qui avait fait de Saint-Domingue la « perle des Antilles ». Les colons anglais, espagnols et français des autres îles redoutaient de voir l'exemple haïtien contaminer leurs colonies.

Ainsi, vingt-et-un ans plus tard, la flotte française vint menacer les côtes d'Haïti. Le 17 avril 1825, par une ordonnance signée du roi Charles X, la France exigea 150 millions de francs-or de la jeune République d'Haïti.

Il s'agit de l'équivalent de cinq milliards d'euros aujourd'hui pour compenser les « pertes » des anciens colons, autrement dit les esclavagistes dépossédés. Cette somme colossale représentait environ dix fois le budget annuel du jeune État haïtien et environ 300 % de son revenu national, quatre années de production.

## LA RANÇON TRANSFORMÉE EN DETTE FINANCIÈRE

Ne possédant pas cette somme astronomique, le président haïtien fut sommé par la France d'emprunter auprès des banques françaises – Rothschild

et consorts – pour indemniser l'ancienne puissance coloniale. Ainsi naquit la fameuse « double dette » : d'abord la rançon, ensuite la dette contractée pour la payer, avec les intérêts, bien sûr, sous la menace d'une escadre de guerre française ancrée dans la rade de Port-au-Prince.

Il n'y a pas de « dette » d'Haïti, il s'agit bien d'un vol avalisé par les bourgeoisies coloniales, une « rançon » qui a piégé l'État haïtien dans une boucle d'endettement. Dans ce marasme, la fraction commerçante, la bourgeoisie nationale naissante, tira les marrons du feu. La bourgeoisie haïtienne fonda la Banque nationale d'Haïti (BNH) en septembre 1880. Cette banque fut, dès sa création, un instrument aux mains de financiers français

pour garder une emprise économique sur l'ancienne colonie jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle.

## ÉCONOMIE DE RENTE ET SPIRALE DE LA DETTE

Derrière la BNH, on trouvait le Crédit industriel et commercial (CIC), le recouvreur de la créance. Le prêt obligeait le gouvernement haïtien à verser au CIC près de la moitié des taxes sur les exportations, comme celles sur le café, jusqu'à ce que la dette fût remboursée, tarissant ainsi la principale source de revenus des dirigeants du pays.

Ainsi la majeure partie des revenus publics du pays, qui auraient dû être investis dans la construction, notamment d'écoles et d'hôpitaux, dans des infrastructures pour l'eau courante et l'électricité, dans l'éducation, furent détournés. Ils furent transférés en France, où le CIC les investit dans des activités lucratives, dont la construction de la tour Eiffel.

Le bénéfice tiré de l'exploitation des paysans cultivateurs de café devint un facteur de l'enrichissement des bourgeois français. Pendant près d'un siècle, les paysans haïtiens ont donc racheté leurs terres aux anciens colons français qui avaient été expropriés lors de l'indépendance de Saint-Domingue. L'argent fut envoyé par bateau à travers l'Atlantique et arriva à la Caisse des dépôts et consignations à Paris. Ces revenus furent ensuite répartis



La Banque nationale d'Haïti en 1907.

entre 12 000 anciens colons expropriés, sélectionnés par une commission comme ayants droit.

Tant que le marché du café restait florissant, la bourgeoisie haïtienne reversa aux banques françaises leur quota obligatoire, tout en faisant disparaître dans ses poches la part qu'elle détournait.

Lorsque le marché du café s'effondra dans les années 1890 l'économie se retrouva au bord du gouffre et pour la bourgeoisie dirigeant le pays un nouvel emprunt fut nécessaire. Cinquante millions de francs (environ 310 millions de dollars aujourd'hui) furent obtenus par la Banque nationale en 1896. Le prêt était une nouvelle fois garanti par l'impôt sur le café, la source de revenus la plus fiable du pays.

Les banquiers français se versaient de gigantesques commissions. Des banquiers haïtiens se servirent aussi au passage, siphonnant une grande partie de l'argent. D'autres emprunts suivirent, officiellement pour bâtir le pays. Le paiement de la dette s'étalait sur plusieurs décennies, et donc plusieurs générations de payeurs et de bénéficiaires.

## DE L'OCCUPATION AMÉRICAINE À LA DICTATURE DES DUVALIER

La bourgeoisie américaine s'intéressait aussi à la situation économique d'Haïti. La National Bank de New York racheta une partie de la dette puis prit le contrôle des banques du pays. En 1914, les marines américains envahirent le pays, pillèrent 500 000 dollars en or, et s'installèrent en Haïti. Pendant l'occupation américaine les militaires imposèrent le travail forcé, proche de l'esclavage, pour construire les infrastructures. Les banquiers américains contrôlaient la finance et les présidents successifs furent des instruments à leur solde. Ils imposèrent de nouveaux emprunts en 1922. L'occupation militaire dura jusqu'en 1947.

Entre 1957 et 1986, pendant trente ans de dictature, les Duvalier père et fils ont poursuivi



Un Américain pose devant des cadavres d'Haïtiens tués dans les combats contre les marines, en 1915.

l'exploitation des travailleurs et des paysans. Ils se sont enrichis sur le dos de la classe laborieuse et ont encore accru sa misère. Après la chute des Duvalier, la bourgeoisie a continué à naviguer sur un océan de misère. Ce n'est pas l'oligarchie, ni la classe politique dominante qui ont payé la dette. Ce sont les paysans de l'époque et leurs descendants aujourd'hui.

## DERRIÈRE LA QUESTION DE LA DETTE, CELLE DE LA DOMINATION IMPÉRIALISME

L'impact de cette rançon sur l'économie d'Haïti fut une saignée à blanc. Ce racket colonial a asséché pendant un siècle les finances publiques du pays. L'argent qui aurait dû servir à construire des routes, des écoles, des hôpitaux, à développer l'agriculture et l'industrie, fut siphonné pour engraisser les anciens colons et leurs banques. Au-delà de la bourgeoisie française il a bénéficié à la bourgeoisie mondiale. Résultat : la paysannerie, qui représentait l'épine dorsale économique du pays, fut pressurée. Il fallait taxer, ponctionner, forcer à produire pour payer cette dette. Sans infrastructures, sans accès au crédit, sans encadrement technique, sans rien, les paysans furent réduits à une vie de misère, condamnés à une survie au jour le jour dans les

mornes et les terres appauvries. Cette rançon, payée de la sueur et du sang des masses laborieuses, a condamné Haïti à un sous-développement dont les effets sont encore visibles aujourd'hui : un pays sans base industrielle, sans services publics, et une population appauvrie à l'extrême.

Mais cette rançon n'est pas l'unique cause du sous-développement d'Haïti. Des pays africains, qui n'ont pas eu à verser de rançon pour leur indépendance, se retrouvent pourtant dans une misère comparable, voire pire pour certains.

Le véritable dénominateur commun est la domination impérialiste mondiale. La colonisation a détruit les structures économiques locales, imposé des économies de rente dépendantes, et maintenu les anciens territoires sous la coupe de puissances étrangères par la dette, le contrôle des ressources et la mainmise politique. Depuis, le capitalisme n'a cessé d'aggraver ces inégalités, transformant les pays anciennement colonisés en réservoirs de matières premières et de main-d'œuvre bon marché, étranglant toute possibilité d'un développement autonome. La rançon n'était qu'un outil parmi d'autres pour maintenir Haïti dans le giron de la dépendance. Le système capitaliste, lui, en est la matrice globale.

« *Le capitalisme est venu au monde en suant le sang et la boue par tous les pores* », disait Marx, relatant les crimes de

l'accumulation primitive du capital et le « *trafic de chair humaine* ». Crimes et pillages lors des croisades, mise en esclavage et extermination des Indiens d'Amérique latine, mise en esclavage de plus de 15 millions d'Africains déportés aux Amériques, travail des petits enfants en Europe, lois sur le vagabondage, travail forcé, journées de 16 à 18 heures de travail dans les premières manufactures et usines d'Europe : c'est par le vol, la rapine, l'exploitation féroce d'êtres humains à travers le monde entier que s'est produite l'accumulation primitive du capital de l'actuelle classe exploiteuse, la bourgeoisie.

### QUELLE « RÉPARATION » ?

Deux siècles après l'indépendance, Haïti continue donc de payer pour avoir osé briser ses chaînes. Aujourd'hui, en 2025, on commémore le bicentenaire de cette escroquerie internationale, un pillage légalement certifié, qui a étranglé Haïti pendant plus d'un siècle. Le seul vrai hommage à rendre à l'occasion de ce bicentenaire n'est ni une commémoration hypocrite ni une énième promesse de réparation. Ce serait de faire sauter le système qui a enfanté une telle injustice. Un système qui écrase les peuples pour le profit d'une minorité de parasites. La bourgeoisie impérialiste et ses valets locaux en Haïti poursuivent leur œuvre de destruction, pillant



**Un petit cultivateur de café en Haïti, aujourd'hui, toujours pressuré.**

les ressources, appauvrissant et massacrant les masses, et le font désormais sous la barbarie des gangs armés, avatars modernes de la même domination capitaliste.

Macron parle de réparations. Lesquelles ? Les réparations véritables ne viendront ni des milliards promis ni des commissions créées par les États impérialistes. Car la dette accumulée par la bourgeoisie capitaliste – sur l'esclavage des Noirs comme sur l'exploitation des travailleurs de toutes les couleurs – est tout simplement incommensurable. Le capitalisme s'est bâti sur le pillage, la sueur et le sang des masses opprimées du monde entier. C'est pourquoi la seule issue

véritable passe par une révolution sociale menée par ceux qui font fonctionner la société : les travailleurs.

Les esclaves salariés, producteurs de toutes les richesses, sont les seuls capables de renverser l'ordre capitaliste. Cette tâche ne peut être qu'internationale, car l'oppression des Noirs, comme celle de tous les peuples dominés, est le produit d'un système mondial.

L'émancipation des descendants d'esclaves ne peut être dissociée de celle des exploités de tous les continents. Il ne s'agit pas d'un slogan, mais d'un impératif historique : ce sera le socialisme mondial ou la barbarie !



## Frantz Fanon, de la révolte au nationalisme

Ce texte est un article de nos camarades de **Combat ouvrier (UCI)**, qui militent en Guadeloupe et en Martinique.

Le film *Fanon*, sorti en avril dernier, a remis d'actualité l'œuvre et la vie de Frantz Fanon (1925-1961). Écrivain, psychiatre, figure du FLN (Front de libération nationale) algérien – sans en être un dirigeant – lors de la guerre d'indépendance contre le colonialisme français, il fut l'un des maîtres à penser et des modèles militants de plusieurs générations de nationalistes africains, antillais, afro-américains et du monde, et reste une référence du courant « décolonial » actuel.

### FRANTZ FANON ET LA GUERRE D'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE

C'est la tranche de vie algérienne de Fanon que décrit bien le film, à partir du moment où, en 1953, il fut nommé chef de service à l'hôpital de Blida. Le film met en évidence le profond mépris des colons pour les Algériens et montre comment la politique des autorités françaises et de l'armée ne pouvait que pousser la jeunesse algérienne à la révolte et à l'engagement pour l'indépendance.

Fanon s'oppose d'emblée à la vieille psychiatrie doublée du racisme des médecins colonialistes français. Les Arabes auraient un cerveau inférieur à celui des Français, donc plus sujets par exemple aux maladies psychiques, etc. Il prône de nouvelles méthodes thérapeutiques. Il fait sortir de leurs



Frantz Fanon et son équipe médicale à l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville, en Algérie, où il a travaillé de 1953 à 1956.

cellules sombres les malades à l'isolement et organise des jeux de groupe, des parties de football, par exemple. Les progrès des patients sont immédiats. Par la suite, il soigne des militants torturés par l'armée française et même des tortionnaires. Le FLN lui demande de soigner et cacher des combattants blessés, ce qu'il accepte. Il participe à des séances de propagande populaire dispensées par Abane Ramdane (1920-1957), un cadre du FLN qui deviendra son ami. Le courage de ces militants était immense.

Fanon est surveillé. Après quelques années, Ramdane lui demande de venir à Tunis rejoindre le GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne). Il lui sera confié plusieurs missions comme celle, entre autres, d'ambassadeur du GPRA au Ghana. Le film évoque aussi l'assassinat d'Abane

Ramdane. Le dirigeant indépendantiste, ami de Fanon, est assassiné sur ordre des officiers de l'Armée de libération nationale basée au Maroc, qui craignaient que son aura et son autorité à l'époque leur fassent de l'ombre. On voit d'ailleurs Fanon accepter de publier une version falsifiée de la mort de son ami pour ne pas nuire au FLN. Au-delà de cet épisode, les règlements de compte pour le pouvoir entre factions du FLN, en parallèle de la liquidation physique du courant concurrent de Messali Hadj, le MNA (Mouvement national algérien), et du PCA (Parti communiste algérien), furent d'ailleurs récurrents au cours de la guerre, jusqu'à l'indépendance, et après. Le FLN instaure pendant la guerre une véritable dictature dans ses rangs et au sein de la population. Elle aboutit après l'indépendance à une dictature

d'État qui réprima durement les opposants, ce qu'elle poursuit aujourd'hui.

## LA VIE DE FRANTZ FANON

Frantz Fanon est originaire de la Martinique, île des Caraïbes colonisée par la France. En 1943, comme de nombreux jeunes à l'époque, il quitte sa famille et rejoint les Forces françaises libres dans l'île anglophone de la Dominique. Il entrait « en dissidence », comme on disait à l'époque aux Antilles. Engagé dans les combats en France, il y fut blessé. Fanon retourna en Martinique après la guerre, y passa son bac puis se rendit à Lyon afin d'y effectuer ses études de médecine et de psychiatrie. Conférencier, écrivain, Frantz Fanon écrivit plusieurs essais et pièces de théâtre. Ses deux livres les plus connus sont *Peau noire, masques blancs* (1952) et *Les Damnés de la Terre* (1961). Il est aussi l'auteur de *L'An 5 de la révolution algérienne* (1959). Le film évoque cette période rapidement par quelques propos de Fanon.

Frantz Fanon mourut à 36 ans d'une leucémie, en 1961. Il avait choisi la nationalité algérienne et fut enterré avant l'indépendance, en Algérie, près de la frontière tunisienne, avec les honneurs militaires des combattants algériens.

## PEAU NOIRE, MASQUES BLANCS

Dans cet essai, Fanon fait une analyse psychologique et psychiatrique des Antillais abîmés par des siècles d'esclavage et de colonisation. Il explique que les Noirs des Antilles aspirent à devenir blancs malgré leur peau noire.

Les choses ont cependant en partie évolué depuis cette période, sous l'effet des luttes ouvrières et anticolonialistes et de l'activisme des organisations aux Antilles, les effets du mouvement noir américain, du Black Power (Pouvoir noir) notamment, ou du mouvement culturel Black



À Fort-de-France, le 12 février 1974. Le surlendemain, les grévistes étaient réprimés dans le sang.

is beautiful (Le Noir est beau). Le « masque blanc », s'il n'a pas totalement disparu, s'est fissuré. Ce que des siècles d'esclavage et de colonialisme ont fait de pire en Guadeloupe et en Martinique, c'est certainement de communiquer aux Noirs la honte de leur peau et de leur être !

Aimé Césaire (1913-2008), poète, écrivain célèbre, originaire de la Martinique, maire de Fort-de-France et député de la Martinique pendant près d'un demi-siècle, est le père du concept nationaliste de « négritude ». Ses œuvres sont mondialement connues, tel son remarquable *Discours sur le colonialisme*. Césaire parle de « millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme. » Ce complexe n'a pas disparu même s'il est érodé.

Ce fut la pire aliénation de ces peuples. Le « nègre marron », le révolté, dont on est fier aujourd'hui, était une insulte au début du siècle dernier. Quant à la peau noire, elle est aujourd'hui fièrement revendiquée. Bien des Mulâtres qui se voulaient plus blancs que blancs et méprisaient les Noirs revendiquent aujourd'hui leur afro descendance.

Ce qui a fait la grande notoriété de ce livre dans les couches cultivées de la population antillaise et africaine noire est que les Noirs des Antilles se reconnaissent, avec leurs défauts et leurs manières d'être. Mais ce que le livre de Fanon passait sous

silence est le fait que derrière la question de la couleur de peau, du racisme ou des séquelles du colonialisme, les différences de classe existent. Les Noirs pauvres, les travailleurs et paysans pauvres étaient conscients d'être profondément méprisés, et c'est dans les luttes qu'ils s'affirmaient car ils ont toujours lutté.

L'exploitation capitaliste aux colonies ou ex-colonies se double du mépris et du racisme des patrons blancs. Dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, au sortir de l'esclavage, sous la direction d'Hégésippe Légitimus (1868-1944) en Guadeloupe et Joseph Lagrosillière (1872-1950) en Martinique, le Parti socialiste était tout naturellement « le parti des Noirs ». Comme le désignait Légitimus, député socialiste au début du 20<sup>e</sup> siècle, c'était « le terrible troisième » car il arrivait après le parti des Blancs et celui des Mulâtres. Il était né chez les ouvriers de la canne à sucre, ceux des usines et ceux des champs. C'était la naissance du prolétariat antillais. Les luttes furent grandioses et féroces contre le patronat exclusivement blanc. Comment les travailleurs, eux, n'auraient-ils pas pris conscience au cours de ces luttes que leur exploitation n'était que plus criminelle en raison de la couleur de leur peau ? Les tueries ont jalonné l'histoire des luttes ouvrières pendant les trois quarts du vingtième siècle. Oui, *Le Sang des Nègres*, titre d'un livre sur le massacre de mai 1967 en Guadeloupe, ne valait pas cher<sup>1</sup>. On pouvait les tuer,

1 Xavier-Marie Bonnot, François-Xavier Guillermin, *Le Sang des Nègres*, Galaade Éditions, 2015.

jusqu'en février 1974 à Chalvet, en Martinique, au cours de la grève des ouvriers agricoles.

## L'IMPASSE DU NATIONALISME

Ce n'est pas tellement dans *Peaux noires, masques blancs* qu'apparaît l'idéologie nationaliste de Fanon. Elle s'exprime surtout dans *Les Damnés de la Terre* et dans l'action de Fanon comme militant du FLN algérien. *L'An 5 de la révolution algérienne* est un livre précieux pour connaître avec une multitude d'exemples le comportement des différentes composantes de la population algérienne à l'époque : les tactiques coloniales de l'armée française, les femmes arabes, les Européens d'Algérie, les questions de santé publique, les études psychiatriques de malades en pays de guerre coloniale. Ceux qui n'ont pas connu l'Algérie de cette époque-là apprennent beaucoup. C'est surtout dans *Les Damnés de la Terre* que Fanon se fait théoricien nationaliste. Il analyse bien les faiblesses et les tares de la bourgeoisie nationale des pays sous-développés. Mais il n'apporte aucune solution. Pour lui, la transformation devrait venir de la bourgeoisie elle-même. Il écrit : « Dans un pays sous-développé, une bourgeoisie nationale authentique doit se faire un devoir impérieux de trahir la vocation à laquelle elle était destinée, de se mettre à l'école du peuple, c'est-à-dire de mettre à la disposition du peuple le capital intellectuel et technique qu'elle a arraché lors de son passage dans les universités coloniales. » Il déplore : « Nous verrons malheureusement assez souvent que la bourgeoisie nationale se détourne de cette voie héroïque et positive féconde et juste pour s'enfoncer, l'âme en paix, dans la voie horrible parce qu'antinationale d'une bourgeoisie classique, d'une bourgeoisie bourgeoise, platement, bêtement, cyniquement bourgeoise. »

Fanon voulait-il une bourgeoisie non bourgeoise ? Voulait-il qu'elle-même se suicide en tant que classe et se fonde dans « le peuple » ? C'est demander du lait à un bouc. On n'a jamais vu

une classe bourgeoise renoncer aux profits qu'elle réalise sur l'exploitation des travailleurs. Cette classe ne peut disparaître que renversée par la force de la classe des travailleurs.

La révolution ouvrière russe de 1917, précisément, a détruit la bourgeoisie, sa composante nationale comme sa composante compradore. Cette même révolution russe a démontré que seule la classe ouvrière, même dans un pays très majoritairement paysan, peut fournir une perspective à la paysannerie pauvre, dont les révoltes récurrentes restaient sans perspectives depuis des siècles, en Russie comme ailleurs en Europe ou en Chine. Il s'agit d'une réponse par les faits aux *Damnés de la Terre* de Fanon qui théorise : « Dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire. Elle n'a rien à perdre et tout à gagner. Le paysan, le déclassé, l'affamé est l'exploité qui découvre le plus vite que la violence, seule, paie. Pour lui, il n'y a pas de compromis, pas de possibilité d'arrangement. » Fanon ajoute : « La grande erreur [...] dans les régions sous-développées a été [...] de s'adresser en priorité aux éléments les plus conscients : le prolétariat des villes, les artisans et les fonctionnaires, c'est-à-dire une infime partie de la population qui ne représente guère plus de un pour cent. »

La révolution russe avait apporté par avance un démenti cinglant à ces théories et prouvé que la classe ouvrière, même minoritaire, dans un pays arriéré économiquement et socialement et semi-colonisé, peut jouer un rôle dirigeant ; que la question

n'est pas quelle classe « découvre le plus vite que la violence, seule, paie », mais quelle classe joue un rôle-clé dans l'organisation capitaliste et peut donner une perspective à cette violence.

Dans le chapitre « Mésaventures de la conscience nationale » du même livre, Fanon relève longuement les tares et défauts de la bourgeoisie « nationale », mais ne propose absolument rien pour la combattre. Évidemment, Fanon n'est pas marxiste et ignore politiquement le prolétariat, la classe ouvrière. Il est nationaliste, il admire la guerre d'indépendance algérienne et en souligne les défauts. Mais il admet la soutenir au nom des intérêts supérieurs de la révolution nationale algérienne.

Fanon, tout comme Césaire avant lui, était un intellectuel brillant mais qui avait fait un choix, celui du nationalisme et non du communisme révolutionnaire. Le communisme qu'ils ont connu ou côtoyé dans les années d'après la Deuxième Guerre mondiale n'était déjà plus, depuis longtemps, du communisme mais du stalinisme, c'est-à-dire une trahison des intérêts des travailleurs au profit de la bureaucratie russe et de la bourgeoisie mondiale. C'est une des raisons pour lesquelles la véritable propagande communiste révolutionnaire, incarnée par le courant trotskyste, ne leur est pas parvenue. Mais Fanon, comme Césaire, n'a pas cherché la voie pour l'émancipation des masses pauvres, l'idée selon laquelle « l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » leur étant



Frantz Fanon à Accra, au Ghana, en 1958.

restée étrangère. Cette voie était celle que Marx, Engels, Lénine et Trotsky avaient ouverte.

### UNE AUTRE POLITIQUE, COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE, ÉTAIT POSSIBLE

D'autant que dans cette période du siècle dernier traversée par les deux hommes existait un courant communiste révolutionnaire authentique représenté par Léon Trotsky et une poignée de militants restés fidèles au marxisme et au léninisme. Ces derniers fondèrent la Quatrième Internationale en 1938, assurant la continuité avec les perspectives de la révolution ouvrière russe de 1917, dont Trotsky était, avec Lénine, le principal dirigeant. Mais Césaire comme Fanon, une génération plus tard, n'ont pas voulu chercher dans cette direction. Ils n'ont pas voulu chercher au-delà du rideau de fer théorique, au-delà des calomnies, des mensonges, des falsifications que les staliniens avaient érigés en dogme contre les authentiques communistes révolutionnaires. Ils ont orienté, consciemment ou pas, des générations de jeunes des pays colonisés et des pays colonialistes vers l'impasse du nationalisme.

Et pourtant, les luttes ouvrières étaient puissantes dans de nombreux pays. Tout au long du 20<sup>e</sup> siècle aux Antilles elles ont marqué considérablement la vie sociale. On ne retrouve pas dans l'œuvre de Fanon de référence à ces luttes ouvrières. Il a ignoré superbement la classe ouvrière et combattu l'idée qu'elle pouvait représenter une perspective pour les peuples coloniaux.

Pourtant, cela aurait pu être le début d'un chemin pour trouver non seulement la classe ouvrière, mais une politique authentiquement révolutionnaire et communiste qu'elle pouvait incarner. Cela représentait la seule perspective possible non seulement pour le prolétariat mais pour toutes les classes qui subissaient l'oppression nationale.

Cette politique consiste à privilégier les intérêts de la classe ouvrière et des classes pauvres



FONDS UGPEAN

**Des ouvriers agricoles emballent des régimes de bananes chez des békés, en Guadeloupe, dans les années soixante.**

à tout moment de la lutte anticolonialiste, à œuvrer pour constituer une direction politique de la classe ouvrière et des pauvres.

En novembre 1965, il y aura bientôt soixante ans, un petit groupe d'étudiants et de travailleurs antillais de Martinique et de Guadeloupe a fondé la Ligue antillaise des travailleurs communistes, devenue *Combat ouvrier*, du nom de son journal, en 1971. De 1965 à 1971, ce groupe fit paraître, à Paris puis à Lyon, un petit journal ronéoté du nom de *Lutte ouvrière*. Il publia aussi, bien après 1971, une feuille intitulée *Gro Ka* à destination des travailleurs de l'émigration antillaise principalement dans les hôpitaux et aux PTT (Postes, télégraphes, téléphones). C'était la première voie de ce groupe vers une action politique spécifique en direction de la classe ouvrière. Aux Antilles françaises, *Gro Ka* n'existe plus aujourd'hui mais des bulletins *Combat ouvrier* paraissent régulièrement dans un certain nombre d'entreprises.

Lutte ouvrière de 1965 à 1971 et *Combat ouvrier* à partir de 1971 luttent pour la fondation d'un parti ouvrier révolutionnaire aux Antilles, pour l'émancipation des peuples de Martinique et Guadeloupe, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste.

La très grande majorité des ex-colonies, françaises ou pas, ont accouché, souvent après des luttes terribles pour arracher l'indépendance, d'États où les classes pauvres sont restées pauvres et

dominées par le système capitaliste et l'impérialisme.

La Chine est sortie de l'état de semi-colonie par sa révolution nationaliste de 1949. Elle est devenue depuis, dans certains domaines, la deuxième puissance mondiale, tout en restant très loin derrière les États-Unis. Mais elle n'a pas libéré les classes pauvres ouvrières et paysannes. Au contraire, ces dernières demeurent sauvagement exploitées pour permettre à « l'atelier du monde » d'inonder la planète de produits à bas prix pour le plus grand profit des capitalistes chinois et occidentaux.

Alors, si les générations d'aujourd'hui trouvent chez Fanon une révolte qui peut les inspirer, il faut manifestement une autre voie pour les « damnés de la Terre », qu'ils soient originaires des pays dominés par l'impérialisme ou originaires des puissances impérialistes. La seule voie émancipatrice est celle qui conduira au renversement du capitalisme mondial et à l'établissement du socialisme sur toute la planète.

Une telle voie suppose au préalable la construction de partis ouvriers révolutionnaires. C'est à cette tâche que doivent se consacrer tous ceux qui sont soucieux de mettre fin à la barbarie qu'instaure le système capitaliste. L'avenir même de l'humanité en dépend. Communisme ou barbarie !

15 juin 2025

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

## Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix : 1,50 €.



**Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)**  
*Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique*  
Édité par Lutte ouvrière  
Prix 15 €

Les exposés du

### Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT).

**Maghreb: les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants**

n° 18, 10 mai 2025 - 3€

**De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples**

n° 180, 15 mars 2025 - 3€

**Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?**

n° 179, 1<sup>er</sup> février 2025 - 3 €

**Le système de santé, malade de la financiarisation**

n° 178, 23 novembre 2024 - 3 €

**L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs**

n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

**Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser**

n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Et aussi

**Le fascisme, des origines à l'instauration du régime  
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière**

n° 176, Brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

**Vient de paraître**

**Les ravages du capitalisme dans le monde du travail  
Accidents, décès, maladies professionnelles**  
Édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : [www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



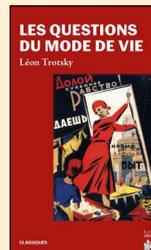
Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com)

### Nouveautés

**Les Questions du mode de vie**  
Léon Trotsky

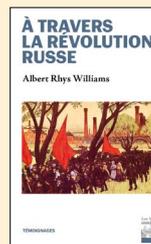
Collection Classiques - 13 €



**À travers la Révolution russe**

Albert Rhys Williams

Collection Témoignages - 16 €



**Les Origines de l'internationalisme ouvrier**  
De la Ligue des communistes à la Première Internationale

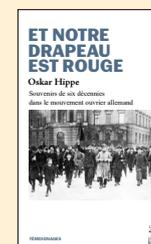
Christian Gasquet

Collection Éclairage - 8,20 €



**Et notre drapeau est rouge**  
Oskar Hippe

Collection Témoignages- 22 €



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes  
Lutte ouvrière - PAT  
BP 20029 - 93501 Pantin Cedex  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeitersstrijd  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
[boletinvozobrera@yahoo.es](mailto:boletinvozobrera@yahoo.es)  
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>

## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA  
<http://www.the-spark.net>



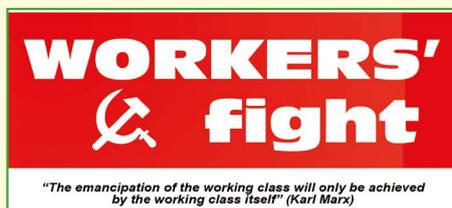
Revue trimestrielle publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier - Louis Maugée  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> - contact  
e-mail: [linternazionale@tin.it](mailto:linternazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>

